



Pour passer le Réveillon

500 000 Algériens attendus en Tunisie

Les autorités tunisiennes travaillent d'arrache-pied pour accueillir un nombre inhabituel de touristes algériens à l'occasion du Nouvel An. Selon la presse de ce pays, 500 000 touristes algériens sont attendus en Tunisie pour passer la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier.

Page 2

Pêche de thon rouge

Le quota de l'Algérie révisé en nette hausse

Page 6

Durant les 11 premiers mois de l'année

La route a tué plus de 3 700 personnes

Les accidents de la route ont coûté la vie à 3 718 personnes durant les 11 premiers mois de l'année 2016 dans 27 168 accidents corporels recensés qui ont également fait 41 544 blessés, selon les chiffres communiqués, hier, par le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine.

Page 2



Programme AADL2

Grand engouement pour le choix des sites

Page 4



Négociation d'alliance entre le MSP et le parti de Menasra

Djaballah et Makri se disputent les islamistes

Le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra a révélé hier l'existence des de «concer-tations continues» avec le Mouvement de la société pour la paix (MSP) en vue de conclure une alliance entre les deux formations politiques dans un souci de «défendre les intérêts du pays».

Page 3

Résolution sur les colonies israéliennes

Des réactions favorables à travers le monde

activités liées à la construction de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens dont El Qods-Est.

Côté palestinien, le président Mahmoud Abbas a déclaré que la résolution «confirme les bases légales nécessaires» au règlement du conflit entre Palestiniens et Israéliens. «La résolution a mis en évidence les bases légales nécessaires au règlement du conflit et a réaffirmé que la construction de colonies juives israéliennes est illégale», a ajouté le président palestinien. De son côté, le mouvement palestinien Hamas s'est félicité de l'«évolution importante» dans les positions internationales. «Le Hamas apprécie la position des Etats qui ont voté au Conseil de sécurité pour le droit du peuple palestinien (à vivre) sur ses terres et ses propriétés», a

affirmé le porte-parole du mouvement, Fawzy Barhoum.

D'autres part, le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul-Gheit a félicité le peuple et le gouvernement palestiniens pour cette résolution «cruciale» adoptée par une large majorité des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies et ce, au terme de plus de 35 ans d'efforts pour une telle résolution.

«La résolution reflète un énorme soutien international à la lutte historique du peuple palestinien destinée à obtenir ses droits légitimes au sommet desquels l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec El Qods-Est comme capitale», a souligné le chef de la Ligue arabe dans un communiqué.

Page 5



L'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution n° 2334 condamnant les implantations de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens, a donné lieu à une série de réactions internationale favorables et à de multiples appels à une relance du processus de paix au Moyen-Orient.

Les réactions ont fusé de toutes part, dans les heures qui ont suivi l'adoption vendredi de la résolution exigeant la cessation immédiate et complète de toutes les



Durant les 11 premiers mois de l'année

La route a tué plus de 3 700 personnes

Les accidents de la route ont coûté la vie à 3 718 personnes durant les 11 premiers mois de l'année 2016 dans 27 168 accidents corporels recensés qui ont également fait 41 544 blessés, selon les chiffres communiqués, hier, par le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine.



Par M. Ait Chabane

Ce dernier qui était l'invité du forum d'El Moudjahid a signalé que le nombre d'accidents a baissé de 17,48% (32 921 en 2015) et celui des décès de 12,87% (4 267 en 2015). Malgré cette baisse significative qui s'explique par le grand travail de prévention mené par plusieurs acteurs nationaux, il n'en demeure pas moins que le nombre de victimes de la route en Algérie reste phénoménal. Pour preuve, 47 personnes ont été tuées et 1 607 autres blessées en l'espace d'une semaine seulement, soit du 18 au 24 décembre dernier au niveau national, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Durant cette

semaine, la wilaya de Ouargla détient le triste record de huit personnes tuées et 12 autres blessées dans 11 accidents de la route enregistrés. «C'est la première fois depuis cinq ans que nous enregistrons une baisse dans le nombre des décès suite aux accidents de la route à moins de 4 000 décès et ce durant les 11 premiers mois de l'année en cours», a soutenu le directeur du Cnpsr, ajoutant que les décès ont baissé de 549 cas comparativement à l'année précédente. Le nombre d'accidents corporels a baissé durant les 11 premiers mois de l'année en cours de 5 753 accidents comparativement à l'année précédente. L'invité d'El Moudjahid affirmé que ces résultats «encourageants» demeurent «perfectibles», appelant à

consentir davantage d'efforts pour contenir ce phénomène causant annuellement des taux élevés de victimes. La même source ajoute que, pour ce qui est des causes d'accidents, le facteur humain est à l'origine de 96% des sinistres routiers en raison du non-respect du Code de la route, des dépassements dangereux et l'excès de vitesse. Les jeunes (la tranche d'âge des 18-19 ans) détenteurs d'un permis de conduire de moins de deux ans sont dans 35 % des cas à l'origine des accidents de la route mortels. Il a fait savoir également, que dans le cadre de la révision de la loi 01/14 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière et sur proposition du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, une nouvelle approche

a été adoptée dans la structure institutionnelle de la sécurité routière y compris par la création d'une commission consultative au niveau du Premier ministre, sous la direction du Premier ministre. Et d'annoncer qu'«un grand travail se prépare actuellement au niveau du Centre national des permis de conduire pour réviser les programmes de formation et l'organisation des examens», entre autres mesures préventives et dissuasives susceptibles de combattre le «terrorisme» routier. Ahmed Naït El Hocine a rappelé, à cette occasion, le travail de fourmis accompli par son centre en collaboration avec plusieurs institutions et organisations de la société civile pour rendre nos routes moins meurtrières.

M.A.C.

Pour passer le Réveillon

500 000 Algériens attendus en Tunisie

Par Rachid Chihab

Les autorités tunisiennes travaillent d'arrache-pied pour accueillir un nombre inhabituel de touristes algériens à l'occasion du Nouvel An. Selon la presse de ce pays, 500 000 touristes algériens sont attendus en Tunisie pour passer la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier.

Pour mieux gérer ces flux de touristes, plusieurs dispositifs sécuritaires ont été prévus pour la soirée du samedi 31 décembre 2016, selon Malek Sboui, directeur de la circulation routière à Sousse. Lors de son passage dans l'émission Alech Hakka, Sboui a précisé qu'à l'occasion des fêtes de fin d'année, près de

500 000 Algériens viendront en Tunisie, et notamment à Sousse. Par conséquent, un important nombre d'agents de police routière seront affectés dans la ville, ses entrées et ses sorties. Sur le même ordre d'idées, on apprend que les passages frontaliers avec l'Algérie ont connu durant la dernière période une activité intense à l'approche des festivités de fin d'année. Au passage de Malloula, entre 3 et 4 000 personnes passent par jour, rapporte le correspondant de ShemsFM selon les déclarations du directeur régional du tourisme à Tebarka et Aïn Drahem, Hichem Mehouchi. Ce dernier a précisé que le nombre des ressortissants algériens est en hausse à l'approche de la fin de l'année. Il a

ajouté que certains hôtels de la région sont occupés à hauteur de 70 à 100% de leurs capacités d'accueil.

Pour rappel, le ministère tunisien du Tourisme a tablé sur 1,5 million de touristes pour l'année en cours. Un objectif qui va certainement se réaliser puisque depuis janvier et début septembre, le nombre de touristes algériens ayant visité la Tunisie dépassaient les 1,3 million. Avec les flux de la fin de l'année, ce nombre avoisinera les deux millions. Depuis, la chute du régime de Ben Ali, en janvier 2011, l'émergence des groupes terroristes, les Européens boudent la destination Tunisie. C'est grâce aux Algériens que la dernière saison estivale a été sauvée.

R.C.

Ils sont portés sur une base de données

Plus de 54 000 individus poursuivis pour des crimes terroristes

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a indiqué, lundi à Alger, que le nombre globales d'individus poursuivis pour crimes terroristes et inscrits sur la base de données de son département ministériel s'élevait au 21 décembre à 54 457 personnes. M. Louh qui répondait aux questions des membres de la commission des affaires juridiques, administratives et des droits de l'homme du conseil de la nation a expliqué que son ministère avait mis en place une base de données centralisée et sécurisée pour les individus poursuivis pour crime terroristes dans le cadre de ses démarches visant la promotion de la gestion judiciaire et administrative et pour faciliter le suivi des listes des individus poursuivis pour des faits à caractère terroriste y compris ceux ayant bénéficié de mesures de la loi sur la Réconciliation nationale. Une application informatique a été mise en place spécifique sous la direction des procureurs généraux près les cours afin de mettre à jour cette base de données, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'une autre base de données centralisée et sécurisée relative aux interdictions de quitter le territoire. Il a expliqué que les juridictions compétentes signaient électroniquement les interdictions, les prorogations ou la levée d'interdiction au niveau d'une application de gestion du dossier judiciaire qui sont envoyées au services de police judiciaire pour permettre à ce corps de les consulter instantanément. Il a mis en avant l'importance du recours au bracelet électronique dans le domaine de la surveillance judiciaire comme mesure consacrant le caractère exceptionnel de la détention provisoire. M. Louh a assuré que ce dispositif visait à consolider les droits et libertés individuels et favorisait la réinsertion du prévenu au sein de la société tout en facilitant le bon déroulement de l'enquête. Concernant les disparitions et rapt d'enfants, le ministre a rappelé que l'Algérie s'était dotée d'un dispositif «Alerte rapt/disparition enfant» qui permet de signaler un rapt d'enfant avec le concours des médias. M. Louh a indiqué dans son intervention, que la modernisation du secteur de la justice visait «à mettre un terme définitif à toute forme de la bureaucratie, qui permettra à son tour l'éradication de la corruption. Le ministre a précisé, dans ce sens, que l'adoption d'une nouvelle stratégie en matière de modernisation de la justice, depuis en décembre 2013, visait «la promotion des modes de gestion judiciaire et administrative, le développement des prestations à distance au profit du citoyen et le renforcement de la coopération intersectorielle ainsi que la mise en place d'un site de secours des systèmes informatiques du ministère de la justice». Concernant les modes de gestion judiciaire et administrative, Louh a évoqué la mise sur pied de bases de données pour le certificat de nationalité et le casier judiciaire, l'adoption de la certification et de la signature électroniques et la création de l'autorité de certification électronique.

Riad D.

Négociation d'alliance entre le MSP et le parti de Menasra

Djeballah et Makri se disputent les islamistes

Le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, a révélé hier l'existence des «concertations continues» avec le Mouvement de la société pour la paix (MSP) en vue de conclure une alliance entre les deux formations politiques dans un souci de «défendre les intérêts du pays».



Par Leila Bensaid

Menasra qui s'exprimait lors d'une rencontre consacrée à la présentation du bilan de 2016 et des perspectives de 2017 dans les domaines politique et socio-économique, a indiqué que «le dialogue entre sa formation politique et le MSP se poursuit», soulignant «la volonté des deux partis de conclure une alliance». Il a ajouté, à ce propos, que «les choses vont être plus claires dans les prochains jours».

Le président du Mouvement El Taghyir qui appartient au courant islamiste a salué la conclusion d'alliance entre les différents partis de l'opposition, «à condition, a-t-il dit, qu'elles soient positives sur la scène politique».

Evoquant les prochaines élections législatives et locales, Menasra a souligné la nécessité d'organiser des élections «honnêtes, libres et transparentes à même de consacrer les principes de démocratie et de contribuer à la préservation de la stabilité et de la sécurité du pays».

Dans ce cadre, il a insisté sur l'importance de «réaliser le développement, améliorer les conditions socio-économiques à la lumière de la chute des prix du pétrole, de protéger le pouvoir d'achat, les libertés individuelles et collectives, la liberté d'expression et les droits des travailleurs et de lutter contre la corruption et le clientélisme».

Le président du Front du changement est un enfant du parti du défunt Nahnah avant de claquer la porte en 2007 à l'époque de Bouguerra Soltani

en se retirant de la course au poste de président du MSP. Aujourd'hui, le courant semble passer mieux avec Abderrezak Makri, président du MSP depuis le congrès du parti tenu en 2013.

Il est à noter que les discussions en vue de former une alliance entre le Front du changement et le MSP interviennent dans un contexte où des partis islamistes ont déjà choisi leur camp. A ce propos, il y a le Mouvement Ennahda qui a signé «une alliance stratégique» avec le parti de Djeballah, à savoir le Front pour la justice et le développement, alors que durant les législatives de 2012, Ennahda était l'allié du MSP dans le cadre de l'Alliance verte. Aujourd'hui, on parle d'une fusion entre Ennahda et le Parti de Djeballah après les prochaines élections législa-

tives.

Le parti de Djeballah tente aussi des alliances avec le Mouvement El Binnaa. Ainsi, Makri et Djeballah se disputent les partis du courant islamiste, dont certains sont affaiblis par leur crise interne.

Le MSP est aussi en situation troublante après la rencontre qui a regroupé Bouguerra Soltani, Abderahmane Saïdi et le SG du FLN, Djamel Ould Abbès, même si l'ex-président du MSP parle d'une initiative personnelle qui n'a rien à voir avec les structures du parti. Mais le fait que Ould Abbès annonce des rencontres entre les cadres du FLN et du MSP dans l'avenir, il y a probablement des risques que des cadres au MSP soutiennent l'initiative du FLN portant construction d'un Front interne.

L. B.

Durant les vacances scolaires d'hiver
60 000 nouveaux enseignants en formation

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrît, a indiqué, hier à Alger, que 60 000 nouveaux enseignants des trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) suivent une formation durant les vacances scolaires d'hiver. «Les enseignants lauréats du dernier concours de recrutement suivent, depuis le 24 décembre et jusqu'au 31 décembre, une formation dans leurs domaines de spécialité, en psychologie et sur les concepts de base contenus dans les programmes de deuxième génération», a précisé Mme Benghebrît lors d'une visite d'inspection au Centre de formation pédagogique préparatoire des enseignants du moyen et du secondaire (lycée Colonel Amirouche) à Staouéli (Alger-Ouest). Cette opération est dans le cadre de la formation continue dont bénéficient ces enseignants depuis juillet. La formation est dispensée par des enseignants retraités bénévoles. La ministre a, par ailleurs, indiqué qu'un livre résumant la structuration du programme éducatif en vigueur depuis 2013 était en cours d'élaboration et devrait être disponible vers la fin de janvier 2017.

La ministre a mis l'accent sur la nécessité de «respecter l'élève en tant qu'être humain ayant besoin d'être très confiant pour pouvoir parachever son parcours scolaire», estimant à ce propos, que «la relation tendue entre l'enseignant et l'élève est l'une des raisons menant à la violence et à la déperdition scolaire». Par ailleurs, la ministre s'est enquis au lycée Colonel Lotfi d'Ouled Fayet, du déroulement des cours de soutien pendant les vacances d'hiver auxquels ont assisté plusieurs élèves désireux réussir, notamment au baccalauréat. Pour ce qui est des établissements qui n'ont pas encore ouvert leurs portes aux élèves durant ces vacances, Mme Benghebrît a affirmé que le ministère «prendra des mesures réglementaires à l'encontre des directeurs des établissements qui ne se sont pas conformés à l'instruction ministérielle dont ils ont été destinataires et qui stipule l'ouverture de ces établissements aux élèves en vue de bénéficier des cours de soutien», a-t-elle martelé. Concernant le bilan du premier trimestre de l'année scolaire en cours, la ministre a indiqué qu'il sera rendu public à la fin janvier prochain et ce, après «la collecte de l'ensemble des données y afférentes à travers tout le territoire national».

Reda A.

Sahara occidental

La décision de la CJUE est «une mise en garde au roi du Maroc»

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue), interdisant l'implication du territoire sahraoui dans les relations commerciales entre l'Union européenne et le Maroc est «une mise en garde au roi du Maroc» qui a perdu la bataille auprès de l'opinion internationale, a analysé le *Washington Times*.

Dans un éditorial intitulé «*Les tribunaux adressent une mise en garde au roi du Maroc*», le quotidien américain, relève que le roi Mohammed VI «est déterminé à garder les Etats-Unis hors du conflit et dépense des millions de dollars chaque année dans le lobbying pour parvenir à cette fin».

Mais «l'année dernière, le Maroc a conclu qu'il perdait la guerre de l'opinion publique» après que la Cour de justice européenne a annulé l'accord agricole le liant à l'Union européenne», constate le *Washington Times*.



Soulignant les revers successifs de la diplomatie marocaine, le

quotidien note que le Maroc a refusé de reconnaître l'indépen-

dance du Sahara occidental en dépit de plusieurs campagnes remportées par les Sahraouis à l'ONU et des batailles juridiques gagnées par le Front Polisario devant les tribunaux internationaux.

Le quotidien américain est revenu dans son éditorial sur la lutte pacifique du peuple sahraoui en vue de recouvrer sa souveraineté en rappelant à, ce titre, le plan de résolution du conflit présenté par l'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, qui a été sabordé par le Maroc.

«James Baker a réussi à trouver un accord qu'il estimait bon pour être refusé par les deux parties. Il (l'accord) aurait établi un référendum pour permettre aux Sahraouis qui vivent dans ce territoire de décider une fois pour toutes» de leur avenir, a-t-il enchaîné.

«L'accord a échoué sous la

pression du roi et depuis, les Etats-Unis ont examiné très attentivement les raisons de ce rejet et les détails de la conduite marocaine sur le terrain», écrit le *Washington Times*.

«Le peuple sahraoui a lutté pour l'autodétermination et le statut de son pays pendant 46 ans, depuis que le Maroc a imposé sa propre loi sur le territoire», ajoute-t-il, en précisant que le conflit entre le Front Polisario et le Maroc est une continuation de la lutte des Sahraouis contre les forces coloniales espagnoles, il y a près d'un demi-siècle.

Sous la direction du feu président Mohamed Abdelaziz, la lutte s'est transformée en une bataille juridique en «faisant appel à la Cour internationale de justice, aux Nations unies et à la conscience du monde pour persuader les Marocains de rentrer chez eux», relève encore le *Washington Times*.

R. N.

Programme AADL2

Grand engouement pour le choix des sites

L'opération de choix des sites des logements au profit des souscripteurs du programme location-vente AADL inscrits en 2013 a débuté lundi soir.



Dans une première étape, l'opération de choix des sites englobe 129 000 souscripteurs dans différentes wilayas du pays dont 40 000 à Alger, a déclaré à la presse le directeur général de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement Aadl, Mohamed Tarek Belaribi.

Durant les premières heures de l'opération lancée aux alentours de 20h, les souscripteurs ont rencontré des difficultés pour accéder au site consacré à cet effet. Malgré l'engouement des milliers d'entre eux ont pu y accéder et faire leur choix. Une grande frustration était toutefois perceptible sur de nombreux citoyens dont le tour n'est pas encore venu pour faire le choix

de site.

L'opération se poursuivra jusqu'à réception de la fiche de vœux électronique de l'ensemble des souscripteurs concernés sans délais impartis.

D'autre part, l'opération d'affectation des logements se fera selon l'ordre chronologique d'inscription en 2013, après réception de toutes les fiches de vœux par le biais d'un logiciel utilisé par l'Agence, a affirmé M. Belaribi qui a tenu à rappeler que la date de l'opération de choix des sites n'accorde aucune priorité dans l'affectation.

De son côté, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé lundi que le certificat négatif délivré par les services

de la Conservation foncière était toujours exigé des demandeurs de logement dans le cadre des différents programmes de logements publics, notamment pour la formule location-vente de l'Aadl.

La distribution de logements publics, en dépit de la non-réception par les services du ministère de l'Habitat du certificat négatif, ne signifie pas la suppression de ce certificat, a indiqué M. Tebboune, qui était l'invité du forum de la Radio nationale.

Initialement la remise des clés des logements ne devait pas se faire avant la réception du certificat négatif du souscripteur, mais la lenteur des réponses des Conservations foncières relevant des services

des domaines, a empêché cela.

Ces lenteurs sont provoquées par le recours des services concernés aux archives physiques (papier), en attendant l'entrée en service de la base de données informatique qui est en cours d'installation, a-t-il expliqué.

Le ministère de l'Habitat a exigé en 2014, le certificat négatif qui prouve que le souscripteur ne possédait pas de logement ou de terrain constructible, comme document complémentaire aux opérations de contrôle effectuées au niveau du fichier national du ministère de l'Habitat.

Le fichier national englobe les listes des bénéficiaires des précédents programmes de logements publics, toutes for-

mules confondues, celle des souscripteurs actuels, celle des bénéficiaires de subventions de l'Etat en matière de logement et celles des bénéficiaires de permis de construction.

Les montants colossaux que l'Etat dépense pour les programmes de logement exigent un contrôle plus rigoureux en vue de préserver la dépense des fonds publics et redonner à l'Etat sa crédibilité.

Les opérations de contrôle sont effectuées parallèlement à l'avancement de l'opération commerciale relative à la souscription pour mieux organiser l'opération de livraison des logements, selon le ministre.

S'agissant du programme de location-vente (Aadl), le ministre s'est engagé à clore le dossier des souscripteurs 2001/2002 d'ici à mars 2017, indiquant que certains projets pourraient accuser un retard de quelques semaines pour des raisons climatiques.

Alger, Oran et Constantine sont les wilayas qui enregistrent le plus de pression concernant le programme Aadl, a-t-il dit, précisant qu'entre 2 500 et 3 000 unités seront livrées à Oran d'ici la fin janvier prochain.

Pour le programme de logement promotionnel public (LPP), le nombre des logements livrés peut atteindre 8 000 unités d'ici à février prochain après la livraison de plusieurs projets à Alger, Oran et Bordj Bou Arréridj, selon le ministre.

Concernant les efforts de l'Etat visant à mettre un terme à la crise de logement, M. Tebboune a précisé que quelque 3,2 millions d'unités ont été livrés entre 2000 et 2016, ajoutant que le déficit est actuellement de 360 000 unités.

R. N.

Le thème retenu est la préservation de l'environnement

Installation du jury du Prix du président de la République du journaliste professionnel

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a procédé hier à Alger à l'installation du jury du Prix du président de la République du journaliste professionnel dans sa troisième édition pour l'année 2017.

Le thème retenu pour cette nouvelle édition est «La préservation de l'environnement, clé du bien-être public et du bonheur social».

Le jury de ce Prix est présidé par Mouloud Achour, écrivain-journaliste à *El Moudjahid* ayant occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de secrétaire général du ministère de la Communication dans les années 1990.

Le jury est composé de 10 autres membres représentant quatre ministères, des médias

publics et privés et des universitaires.

Il s'agit de M. Ahmed Benzelikha, représentant du ministère de la Communication et journaliste écrivain, Hamidou Benomari, (ancien journaliste, représentant du ministère des Finances), Moussa Boudehane (représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et ancien journaliste), Djahida Mihoubi (représentante du ministère de la Culture et ancienne journaliste).

Il s'agit aussi de Mohamed Zebda (représentant de la Radio nationale), Achour Cheurfi (représentant de la presse du secteur public), Hassene Bachir Chérif (représentant de la presse du secteur privée), Djamel Bouaidjimi

(universitaire), Ahmed Hamdi (doyen de la Faculté des sciences de l'information et de la communication) et Nacira Aït Salhat (représentante de la Télévision nationale).

A cette occasion, le ministre a indiqué, dans une allocution, que le jury est composé de «journalistes professionnels et chevronnés qui, au-delà de leurs qualités intrinsèques, ont des valeurs d'éthique et de déontologie».

«Nous estimons qu'il ne peut pas y avoir de grands articles et de grands journaux ou de grandes entreprises de presse sans éthique et déontologie», a ajouté M. Grine, relevant que le président de ce jury (Mouloud Achour) n'est pas à présenter et demeure un homme d'éthique et de déon-

tologie».

De son côté, M. Achour a remercié le ministre pour la «confiance» qu'il a placée en lui, se disant «honore» par cette désignation.

M. Bachir Chérif, membre du jury, a également salué l'instauration de ce Prix qui, a-t-il dit, «encourage et motive les jeunes journalistes pour plus d'effort et d'innovation».

Le doyen de la Faculté des sciences de l'information et de la communication, Ahmed Hamdi, s'est félicité, pour sa part, de la mise en place de ce Prix qui vient, a-t-il relevé, «en appui aux cycles de formation initiés par le ministère de la Communication depuis 2014». Le décret présidentiel portant création du Prix du président de la République du

journaliste professionnel stipule que le Prix est décerné par un jury indépendant, composé de personnalités réputées dans le domaine de la presse écrite, électronique, de la radio et de la télévision, rappelle-t-on.

Le jury est présidé par une personnalité nationale désignée par le ministre de la Communication.

Le Prix avait été annoncé le 3 mai 2015 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la presse.

Les lauréats de ce Prix sont récompensés le 22 octobre de chaque année à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse.

R. N.

Artisanat

Une stratégie nationale pour la création de 2,5 millions d'emplois

Le secteur de l'artisanat a mis en place une stratégie à long terme visant le développement du secteur et l'optimisation de sa contribution au PIB, ainsi que la création de 2,5 millions d'emplois à l'horizon 2030, indique un responsable du secteur.



Le directeur général de l'artisanat et des métiers au ministère délégué chargé de l'Artisanat, Saïd Ali Sbaâ a indiqué à l'APS, que cette stratégie permettra la création en 2025 de 1,546 millions d'emplois avec un PIB de 534 milliards de dinars et 2,5 millions d'emplois en 2030 avec un PIB de 860 milliards de dinars.

Il a rappelé que les postes d'emplois dans ce secteur sont en hausse et devront atteindre 960 000 postes en 2020 contre 867 000 en 2016. Le PIB du secteur en 2020 atteindra 334 milliards de dinars contre 240 milliards à la fin 2015.

Estimé actuellement à près de 300 000, les activités artisanales passeront en 2020 à

330 000 activités et devront atteindre 515 000 activités en 2025 et 830 000 en 2030.

La stratégie nationale de l'artisanat et des métiers (2015-2030) vise essentiellement à «relancer et à promouvoir le secteur en vue de préserver ce patrimoine historique et culturel national».

Le responsable a cité entre autres objectifs de cette stratégie «la contribution du secteur de l'artisanat à la garantie des revenus, la lutte contre la pauvreté, la stabilisation de la population dans leurs régions et l'appui aux performances des jeunes à travers la formation et l'apprentissage».

Elle vise également à amener le secteur de l'artisanat à «contribuer à la création

d'emplois et de richesses, répondre aux besoins essentiels de l'économie et de la société et promouvoir les exportations hors hydrocarbures», a ajouté l'interlocuteur.

M. Sbaâ a affirmé, en outre, que le secteur accompagnait actuellement les «artisans dans le domaine de la formation pour améliorer la qualité des produits selon les normes internationales afin d'accéder aux marchés régionaux et internationaux».

Pour ce faire, un programme national de développement de l'artisanat à l'horizon 2030 a été également tracé. Il porte sur trois axes fondamentaux visant à «intensifier le tissu artisanal, développer l'esprit d'entrepreneuriat et de marketing, promouvoir la production, améliorer la qualité et préserver les

métiers en voie de disparition».

M. Sbaâ a souligné à ce propos la nécessité d'«appuyer la formation pour développer les capacités et le savoir faire des artisans, améliorer la qualité du produit artisanal et préserver certains métiers en voie de disparition».

Dans ce cadre, 13 600 artisans ont bénéficié d'une formation en gestion dont 4 300 femmes, 16 400 autres d'une formation technique dont 6 800 femmes et 630 autres d'une formation en design dont 420 femmes.

Concernant la formation dans les métiers en voie de disparition, 79 artisans ont été formés dans 13 spécialités à travers 11 wilayas du pays.

M. Sbaâ a évoqué le partenariat avec certains pays pour profiter de leur expérience en matière de formation artisanale, citant la coopération algéro-brésilienne en matière de sculpture sur les pierres précieuses et avec l'Italie dans le domaine de la sculpture sur marbre.

Il a souligné en outre l'importance de la promotion et de la commercialisation en organisant des salons régionaux et nationaux et en participant aux salons internationaux.

Le directeur général de l'artisanat et des métiers a évoqué également les mesures prises pour la protection de la propriété intellectuelle dans le domaine de l'artisanat.

R. N.

Tizi Ouzou Décès du moudjahid Ben Ramdani Ramdane

Le moudjahid Ramdane Ben Ramdani est décédé lundi à l'hôpital de Tizi Ouzou à l'âge de 89 ans, a-t-on appris du directeur du Musée régional du moudjahid de Tizi Ouzou.

Ben Ramdani Ramdane est originaire d'Ighil Imoula, un petit village de la commune de Tizi N'tlata à 40 km au sud de Tizi Ouzou, où a été tirée la proclamation du 1^{er} Novembre 1954, opération à laquelle le défunt y avait participé, a indiqué à l'APS, le moudjahid Si Ouali Aït Ahmed, officier de l'Armée de libération nationale (ALN).

Selon ce même moudjahid, Ben Ramdani Ramdane, était chargé avec Ali Zamoum et Mohamedi Saïd de ramener la ronéo et la machine à écrire qui ont servi au tirage de l'«Appel au peuple algérien et à l'opinion publique internationale», annonçant le déclenchement de la lutte armée pour la libération du pays du joug colonial.

Le défunt moudjahid était aussi l'un des éléments du groupe des 19 villageois chargés de créer une animation à Thizi, la place du village d'Ighil Imoula, en organisant une tombola afin de couvrir le bruit de la ronéo et à ne pas attirer l'attention des gardes-champêtres qui les auraient dénoncés à l'armée française, a ajouté Si Ouali.

Après l'indépendance, le défunt avait occupé le poste de directeur des moudjahidine à Tizi Ouzou, a-t-il précisé.

L'enterrement du moudjahid Ben Ramdani Ramdane a eu lieu hier à Ighil Imoula, a-t-il indiqué.

T. L.

Rapt ou disparition d'enfants

Mise en place de bureaux chargés des enquêtes

Un bureau spécial chargé des enquêtes d'enlèvement ou de disparition d'enfants ainsi que de la protection des personnes vulnérables comme les personnes âgées et celles aux besoins spécifiques vient d'être mis en place au niveau des Sûretés de wilaya de Béchar, Adrar et Tindouf, a appris hier l'APS auprès de l'inspecteur régional de la police du Sud-Ouest.

La mise en service par la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) du numéro vert 104 pour signaler l'enlèvement ou la disparition d'enfants, dans le cadre du plan national «Alerte rapt/disparitions d'enfants», est un outil dédié aux citoyens pour qu'ils puissent contribuer à la sécurisation de cette frange de la population, a précisé le commissaire-divisionnaire, Mohand Chérif Daouad.

Des policiers-enquêteurs ayant les aptitudes professionnelles adéquates sont

mobilisés en permanence pour la réception et le traitement des appels de citoyens en ce qui concerne ce type d'affaires ou toutes demandes d'informations ou secours, a-t-il signalé.

La Dgsn a mis en place, au titre du plan national «Alerte-rapt/disparition d'enfants», à travers la région du Sud-ouest et des autres régions du pays un dispositif policier et technique soutenu par les technologies de l'information et de la communication, dans le but d'une rapide et meilleure intervention dans les cas de rapt ou de disparition d'enfants et de protection des personnes vulnérables, notamment les personnes âgées, a-t-il expliqué.

Dans la wilaya de Béchar, et depuis la mise en service, le 20 novembre dernier du numéro vert 104, un enfant disparu a été retrouvé une heure après grâce à la rapidité du traitement de l'information et de l'intervention des policiers du bureau char-

gé de la lutte contre le rapt et la disparition d'enfant, ont fait savoir des officiers de la Sûreté de cette wilaya.

L'inspection régionale de la police du Sud-Ouest, qui a lancé récemment un programme de rencontres de vulgarisation et de sensibilisation du citoyen sur l'utilité de ce numéro vert et sur l'importance du signalement de tout acte suspect lié au kidnapping d'enfants, a annoncé aussi la mise en service d'une nouvelle application téléphonique «Allo Chorta».

L'utilisateur, une fois ayant suspecté ce type d'actes criminels, déclenchera à travers cette application sa caméra qui envoie en temps réel l'image de cet acte, facilitant ainsi énormément la mission des policiers, surtout quant il s'agit d'enlèvement d'enfant ou tout autre personne, ont expliqué des officiers de cette inspection régionale.

Reda A.

Pêche de thon rouge

Le quota de l'Algérie révisé en nette hausse

Le quota de pêche de thon rouge de l'Algérie pour 2017 a été porté à 1 046 tonnes, alors qu'il avait été fixé initialement à 546 tonnes par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta), a appris l'APS auprès d'un responsable du ministère de l'Agriculture.



Après de laborieuses négociations de la délégation algérienne lors de la réunion de la Cicta, tenue en novembre dernier à Vilamoura (Portugal), cette organisation mondiale a donné son aval pour augmenter de 500 tonnes le quota initialement fixé pour l'Algérie sur 2017, qui était de 546 tonnes et passant ainsi à 1.046 tonnes, explique le coordonnateur général chargé de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Tahar Hammouche.

En effet, la réunion de la Cicta tenue en 2014 à Gènes (Italie) au cours de laquelle elle avait défini le plan de répartition des quotas de pêche par pays jusqu'à 2017, l'Algérie avait bénéficié d'une augmentation graduelle de son quota qui avait été fixé à 243

tonnes au titre de l'année 2014, à 370 tonnes en 2015, à 460 tonnes en 2016 et à 546 tonnes en 2017, soit environ 2% du Total admissible de captures (Tac).

En fait, l'Algérie n'a cessé de défendre son droit de rétablissement de sa quote-part historique qui lui avait été enlevée en 2010.

«C'est une réalisation exceptionnelle pour l'Algérie», d'autant que c'est le seul pays qui a obtenu une augmentation de son quota par rapport au quota initial lors de la réunion de Vilamoura, fait savoir le même responsable.

Cette quote-part supplémentaire raflée en novembre dernier au Portugal «est le fruit d'après négociations menées par la délégation algérienne qui a joué le coup» en demandant un quota supplémentaire pour se rapprocher du seuil historique de 5% du

Total admissible de captures (Tac) dont bénéficiait l'Algérie jusqu'à 2010.

«Les discussions étaient dures à Vilamoura puisque les quotas étaient déjà arrêtés en 2014 aussi bien pour l'Algérie que pour les autres pays», affirme M. Hammouche.

Après des rounds de négociations et des «jeux de coulisses», certains pays ont accepté d'appuyer les délégués algériens, alors que d'autres ont été soit contre soit neutres.

Alors que les décisions au sein de la Cicta (47 pays et l'Union européenne) se prennent par consensus, une demande de vote a été introduite en faveur de l'Algérie par un pays membre qui a été avalisée: La demande algérienne pour obtenir une autre augmentation du quota a alors obtenu 13 voix favorables, contre huit abstentions et deux voix contre.

Pour rappel, en profitant de l'absence de la délégation algérienne à la 17ème réunion annuelle de la Cicta tenue en 2010, cette organisation avait réduit le quota de l'Algérie pour le porter à 1% du TAC contre 5% auparavant.

Les 418 tonnes retirées avaient alors été partagées entre quatre pays: Libye, Turquie, Egypte et Syrie.

Victime de la surpêche dans les années 1990-2000 dans le monde, le thon rouge ou thunnus thynnus a été sauvé par l'établissement, en 2007, de quotas et de mesures de régulation draconiennes (réduction des flottilles, contrôles...)

Par ailleurs, la Cicta a fixé, lors de sa réunion de Vilamoura, le quota global de l'espadon à

10.500 tonnes pour l'année 2017 à ses pays membres.

Étant un pays pêcheur de cette espèce de poisson, l'Algérie est donc concernée par cette restriction internationale.

Dans le cadre d'un plan de reconstitution sur 15 ans (2017-2031) de la population mondiale d'espadon, une espèce de poisson victime de surpêche, ce quota sera réduit par la Cicta de 3% par an de 2018 à 2022.

Dans les négociations qui vont se tenir lors de la réunion de cette commission internationale en 2017, l'Algérie devrait faire valoir son caractère de pays marginal en terme de capture de ce poisson dans la Méditerranée par rapport aux autres pays notamment ceux de la rive nord, explique M. Hammouche.

«Nous devons absolument défendre notre position parce que nous ne sommes pas ceux qui détruisent la ressource. Nous sommes un pays vraiment marginal en terme de pêche de l'espadon», soutient-il.

En prévision de ces restrictions internationales, les pouvoirs publics devraient fiabiliser les statistiques concernant le nombre de pêcheurs d'espadon que compte le secteur.

Un recensement spécifique concernant cette catégorie de professionnels devrait être lancé prochainement «en vue de déterminer une stratégie à suivre pour les défendre», avance le même responsable.

Des données de la Cicta montrent que l'Italie est le principal pays pêcheur de ce poisson avec 45% des prises, suivie du Maroc (14%), de l'Espagne (13%), de la Grèce (10%) et de la Tunisie (7%).

Riad D.

Durant les 11 premiers mois de l'année 710 normes industrielles adoptées

Au total 710 normes industrielles ont été adoptées par l'Institut national de normalisation (Inanor) sur les 11 premiers mois de 2016, portant à 9 000 le nombre total des normes algériennes adoptées et appliquées, a indiqué lundi à Alger le directeur général de l'Institut Djamel Hales.

«On prévoit l'élaboration de 810 nouvelles normes en 2017, réparties sur plusieurs secteurs d'activités industrielles, le programme reste ouvert pour prendre en charge tous les besoins exprimés en matière de normalisation»,

a-t-il dit lors de la célébration de la 21^{ème} journée nationale de la normalisation.

Selon M. Hales, l'Inanor a élaboré un programme triennal (2015-2017) en collaboration avec toutes les parties prenantes (ministères, institutions et Associations des consommateurs...) dans le but de définir leurs besoins en matière de normalisation. Selon lui, les 69 comités techniques relevant de l'Inanor couvrent sept divisions et représentent les secteurs des services, mines et métallurgie, mécanique, chimie et pétrochimie, électrotechnique, santé et sécurité et environnement, agroalimentaire et matériaux de construction, précise-t-il.

Quant à la mention «Halal» des denrées alimentaires dont l'arrêté vient d'être publié au journal officiel, M. Hales a souligné que la liste des produits concernés par l'apposition de cette mention sera déterminée très prochainement par le comité national présidé par le ministre du Commerce.

De son côté, le directeur général de la compétitivité industrielle au ministère de l'Industrie et des mines M. Guend Abdelaziz a indiqué que 73 contrats de veille ont été signés avec toutes les parties prenantes en matière de conformité,

soulignant que le secteur s'est doté d'un dispositif dit "conformité algérienne" pour une prise en charge durable de l'entreprise en matière de conformité et d'accréditation.

Parmi les mesures prises par le ministère pour améliorer le rendement du tissu industriel en matière de qualité, il a cité le regroupement de trois fonds relevant du ministère dans un fonds unique appelé «Fonds de compétitivité industrielle, mise à niveau et développement de l'investissement». Concernant le prix national de la qualité qui a été ajourné pour cette année, M. Guend a expliqué qu'il sera attribué une fois finalisée la réforme des infrastructures nationale de la qualité.

T. Y.

Projet de loi des Douanes

Appel à la protection des agents douaniers contre les pressions

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont affirmé, lundi à Alger, la nécessité de protéger les agents douaniers contre le chantage et les pressions lors de l'accomplissement de leurs missions, à travers l'amélioration de leurs conditions de travail et la garantie d'une formation en communication, favorisant une application effective de la loi.

Intervenant lors d'une séance plénière consacrée au débat sur le projet de loi modifiant et complétant la loi 79-07 portant Code des Douanes, les députés ont plaidé pour l'amélioration des conditions de travail des agents douaniers de manière à les protéger contre toute forme de chantage ou de pressions entravant l'accomplissement de leurs missions.

Les députés ont insisté sur l'importance d'améliorer les salaires des agents douaniers, de valoriser les compétences et la réviser l'échelle des promotions, en sus de garantir les moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

La séance plénière qui a été présidée par Mohamed Larbi Ould Khelifa, président de l'APN, s'est déroulée en présence du ministre des Finances, Hadji Babaammi, du ministre délégué chargé de l'Economie numérique et de la Modernisation des Systèmes financiers, Moutassem Boudiaf, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia et

du directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar. La présente loi vient compléter les lois de Finances et de normalisation et le Code du Commerce, a estimé la députée du Rassemblement national démocratique (RND), Nawal Leila Belkhouja, soulignant que l'amélioration de la performance des agents douaniers était susceptible d'accélérer le rythme de la lutte contre les différentes formes de corruption et de blanchiment d'argent.

Mme Kheira Bounaaja du parti du Front de libération nationale (FLN) est revenue, quant à elle, sur l'impératif de revoir la répartition des missions au sein de l'administration des Douanes, déplorant «la marginalisation» de certains cadres qualifiés et «les faibles salaires des agents douaniers».

Pour sa part le député du parti des travailleurs (PT), Ismaïl Kouadria a estimé que la lutte contre la corruption dans le secteur douanier reste insuffisante du moment que certains agents reçoivent des avantages et des récompenses frauduleuses, proposant l'introduction du métier de douanier parmi les métiers pénibles, la mise en place d'une grille de promotions, la révision du Smig, la garantie du logement et le renforcement de la numérisation afin de réduire les interventions humaines aux opérations de contrôle. Le député de l'Alliance Algérie verte, Mohamed Al Akhdar Saïdi a indiqué que la problématique qui se pose au sec-

teur des Douanes, ne réside pas aux

lois, mais à la réunion des conditions adéquates pour leur application, soulignant dans ce contexte le manque de la formation et l'absence des mécanismes de protection du douanier des chantages et des pressions.

Dans ce cadre le même député a appelé à la mise en place d'une base de statistiques et de données actualisées sur le secteur des Douanes, à la disposition des parties concernées, la réduction au minimum du champ douanier à travers les wilayas frontalières, la révision de la taxe de passage pour les familles qui ont des liens de parenté avec des familles résidants à proximité des frontières dans le pays voisin. De son côté, la députée Fatima Mahious du parti FLN a insisté sur une bonne prise des voyageurs lors des opérations de déclaration de leurs marchandises ou leurs passages.

Pour sa part la députée Messaouda Hadj Keddour du même parti a estimé que le secteur a besoin de moyens matériels, notamment pour les agents travaillant au niveau des frontières à l'instar des vêtements d'hiver et les moyens de transport adéquats pour leur éviter de céder aux chantages. L'APN poursuivra ses travaux mardi matin en séances plénières consacrées à l'examen du projet de code des Douanes, tandis que le ministre des Finances, Hadji Babaammi répondra dans l'après midi aux préoccupations des députés.

R. E.

Tarification des soins au sein des structures de santé privées

Le dossier sera ouvert

Le dossier des tarifications des soins au sein des structures de santé privées "doit être ouvert et examiné dans la sérénité", a indiqué lundi à Bouira le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, qui inspectait une série de projets relevant de son secteur dans cette wilaya.



Les tarifications des soins au sein des établissements de santé privés sont chères et parfois excessives par rapport aux capacités de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAS). Cela est différent des établissements publics, où les tarifs sont raisonnables, a expliqué le directeur de la santé de Bouira qui présentait un exposé de son secteur au ministre.

En réaction à cette question, M. Boudiaf a souligné l'impératif d'ouvrir ce dossier et de l'examiner prochainement.

"Ce dossier doit être ouvert et examiné dans la sérénité en vue de trouver des solutions dans le cadre d'une vision globale à même de créer une complémentarité entre les deux

secteurs (privé e public) et faciliter l'accès aux soins pour les citoyens", a indiqué le ministre qui inspectait une série de projets en cours de réalisation à Bouira.

"Tout ça doit être normalisé avec la CNAS", a-t-il insisté au cours de sa visite des chantiers de construction de deux hôpitaux à Ain Bessam (Ouest) et à M'Chedallah (Est), d'une capacité de 120 lits chacun, ainsi qu'un autre établissement d'une capacité de 80 lits dans la commune de Bordj Khris (Sud), dont les travaux accusent un sérieux retard.

Sur le site du chantier, le ministre a exprimé sa colère face au retard cumulé dans les travaux de réalisation, avant de charger un des cadres de son département de dépêcher, à

partir de la semaine prochaine, une commission d'enquête sur les lieux pour établir un rapport détaillé afin de "prendre les mesures nécessaires", a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Boudiaf s'est dit satisfait du taux de réalisation du reste des projets notamment celui d'Ain Bessam ainsi que l'opération de réhabilitation et d'extension qu'a connue récemment l'hôpital de Sour El-Ghozlane édifié en 1853.

Au niveau de ce site, le ministre a réitéré son engagement de bien équiper cet établissement, qui, a-t-il dit, est un "acquis pour Sour El-Ghozlane et pour toute la wilaya de Bouira".

Dans un point de presse tenu en marge de sa visite, M. Boudiaf a annoncé, par ailleurs, le déblocage, en janvier, d'une

enveloppe financière de 400 millions de dinars pour la wilaya de Bouira afin de lui permettre de poursuivre les travaux de réalisation des projets en cours de construction.

Le ministre a saisi cette occasion pour évoquer, entre autres, le projet de loi sur la santé, dont "le texte sera examiné en janvier par le Parlement", a-t-il précisé.

"Ce projet de loi est une fierté pour le pays et porte sur des réformes importantes du secteur de la santé. Il (projet de loi) sera examiné au Parlement en janvier, et nous préférons que cette loi soit débattue autour des tables rondes pour qu'elle soit plus claire", a-t-il souligné.

R. F.

Vacances d'hiver Un riche programme de divertissement

Les établissements de jeunes à Oran abritent plusieurs et diverses activités culturelles, sportives et récréatives au profit des enfants et des jeunes, à l'occasion des vacances scolaires d'hiver, a-t-on appris de la direction de la jeunesse et des sports.

Les maisons de jeunes situées aux cités et communes de la wilaya, les centres culturels, le centre de loisirs scientifiques, le complexe sportif de proximité de Benfréha (Gdyel) et l'auberge de jeunes de "Cap Falcon" à Ain El Turck sont le théâtre de ces activités, organisées en collaboration avec des associations, des clubs et des comités de quartiers, selon la même source. Dans le domaine culturel, des concours artistiques et de dessin sont programmés pour faire découvrir de jeunes talents, en plus de jeux de magie, de projection de films de guerre, de documentaires et de dessins animés, de présentation de pièces de théâtre, des séances de sketchs l'après-midi avec des humoristes et des soirées artistiques et de chants animés par des adhérents du club des arts de la maison de jeunes "Ahmed Zabana".

A l'occasion de ces vacances scolaires, les jeunes bénéficient de visite culturelle au musée national "Ahmed Zabana", à Tlemcen dédiée aux adhérents de la maison de jeunes "Hamdoun Abdelkader" d'Ain Tassa (Boutlélis), à des sites de la ville d'Oran, à des jardins de loisirs et la forêt du mont de Murdjado dans la commune d'Oran. Des tournois de football en salle, de tennis de table, de pétanque, de jeux d'échecs, d'arts martiaux, de billard, des sorties de reboisement et une campagne de nettoyage de la plage "Les Dunes" dans la daïra d'Ain El Turck sont également au programme de divertissement.

Les technologies de communication occupent également une grande place au programme des vacances. Par ailleurs, un espace internet est ouvert au centre de loisirs scientifiques de Hai "Djamel-eddine" durant les vacances, en plus des activités d'audiovisuelles, de jeux électroniques et une exposition de travaux manuels de jeunes talents et de dessins.

R. N.

Complexes sportifs de proximité Campagne de sensibilisation aux méfaits de la drogue

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont indiqué lundi que la campagne de sensibilisation sur les dangers de la drogue et sur la vulgarisation du numéro vert 104 au niveau des complexes sportifs de proximité et au Palais des Expositions (Pins maritimes) ont permis de toucher un grand nombre de citoyens.

Cette campagne de sensibilisation, lancée récemment, vise à sensibiliser les jeunes sur les dangers de la drogue et les moyens de s'en prémunir et à faire connaître le nouveau numéro vert 104 permettant de signaler les cas d'enlèvements ou de disparitions des enfants et notamment l'application "Allo Police", a indiqué un communiqué de ces services.

La cellule d'écoute et d'action préventive de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida s'est rendu, en premier, au complexe sportif de proximité de Dar El Beida puis au Palais des expositions (Pins maritimes) qui abrite actuellement la Foire de la production nationale.

La cellule d'écoute a distribué des dépliants aux citoyens en soulignant l'importance du numéro vert 104 que la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a mis à leur disposition en cas de disparition, d'enlèvement ou tout autre danger.

Y. L.

Direction de la Santé de Mila

Le vaccin n'est pas la cause du décès du nourrisson de Rouached

La direction de la Santé et de la population de la wilaya de Mila a démenti lundi les informations attribuant la cause du décès d'un nourrisson dans la localité de Rouached au vaccin administré au bébé.

Dans une conférence de presse, le directeur local de la santé, Said Ouabbès, a indiqué que le bébé (Rym, M, âgé de 4 mois) avait reçu jeudi 22

décembre, avec 62 autres bébés le vaccin, inscrit dans le cadre du calendrier national de vaccination à la polyclinique de Rouached, soulignant qu'aucune complication n'a été signalée chez les autres bébés. Le même responsable qui a catégori-

quement démenti le fait que ce bébé soit vacciné avec le Pentovalent, retiré définitivement depuis le 20 octobre dernier, a affirmé que l'autopsie pratiquée, à la demande de la famille du bébé et sur ordre du procureur de la République, a démontré que la cause du décès de Rym n'avait aucune relation avec le vaccin.

Une enquête a été ouverte dans l'hôpital de la wilaya de Mila pour élucider les circonstances et les causes exactes du décès de ce nourrisson, quelques jours après sa vaccination, a indiqué lundi le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, au cours de sa visite de travail dans la wilaya de

Bouira.

Le ministre a expliqué que le décès n'avait pas de relation avec le vaccin, tout en assurant qu'une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur les causes et circonstances de ce décès.

"Cette enquête a été ouverte de façon systématique pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce décès", a précisé M. Boudiaf.

Il s'agit, a-t-il dit, d'enquêtes plutôt "routinières" visant à protéger la santé des patients et des patientes à travers le pays ainsi qu'à réduire le taux de mortalité chez les nourrissons et les parturientes".

Y. L.



Alger

Les intempéries et les chantiers ouverts ont multiplié les points noirs

Les grands chantiers ouverts au niveau de la capitale et l'état de certains axes routiers (les sens giratoires), les glissements de terrain et la stagnation des eaux pluviales sur les routes, sont les causes des accidents de la circulation et la création de points noirs, a indiqué lundi à Alger le commissaire principal à la Sûreté d'Alger, Mohamed Filali.

A l'occasion de la célébration de la journée nationale de la prévention routière coïncidant au 26 décembre de chaque année, M. Filali Mohamed a indiqué à l'APS que les risques des accidents augmentent en hivers au regard des affaissements de terrain et l'accumulation et à la stagnation des eaux pluviales sur les routes, ainsi que les sens giratoires qui enregistrent des embouteillages notamment aux heures de pointes. Le facteur humain constitue la principale cause des perturbations importantes au niveau des routes de la wilaya car certains négligent la maintenance de leur véhicules et de leurs accessoires de conduite (essuie-glaces). Concernant les points noirs enregistrés quotidiennement au niveau des routes d'Alger, le même responsable a indiqué que les efforts de désengorgement se poursuivent au niveau des différents axes qui connaissent un important flux de véhicules à l'instar de la rocade sud. L'entrée du carrefour Ain Allah menant à Draria, El Achour et ses alentours est considéré comme un point noir vu l'exiguïté de la route qui oblige ainsi les conducteurs à se bousculer sans respecter la priorité, entravant la circulation vers Zeralda.

Au centre ville, l'entrée de l'Hôpital Mustapha Pacha menant à la Place Concorde Civile, la trémie menant à la Rue de l'ALN, la sortie de la capitale à destination de Blida (RN n°1) constituent d'autres points noirs en raison des travaux qui y sont effectués actuellement, a soutenu la même source. La capitale est devenue un grand chantier et la sûreté publique a demandé aux services des Travaux publics de reporter certains travaux au delà



des heures de pointe ou dans la soirée à moins qu'elles revêtent un caractère urgent, avec l'engagement de protéger les travailleurs, a fait savoir M. Filali. Selon les chiffres avancés par M. Filali, 885 accidents de la circula-

tion routière ont été enregistrés durant l'année 2016 contre 923 l'année dernière. Ces accidents ont fait 956 blessés et 42 décès, un nombre «inchangé» par rapport à l'année précédente selon le même responsable. **H. A.**

Annaba

Travaux de réhabilitation des hôtels Seybouse et El Mountazah

Les hôtels Seybouse international et El Mountazah, situés respectivement à Annaba et dans la commune de Seraidi (13km d'Annaba), feront l'objet, dès l'entame de l'année 2017, d'une vaste opération de réhabilitation et de modernisation a-t-on indiqué lundi de la direction du tourisme et de l'artisanat.

Une enveloppe financière estimée à 10 millions DA a été allouée à cette opération rentrant dans le cadre de la réhabilitation des établissements touristiques publics et l'amélioration de la qualité des prestations de services.

Construit au milieu des années 1970, L'hôtel Seybouse International, d'une capacité

d'accueil de 500 lits, proposera à la faveur de ses travaux de modernisation, une salle de conférence de 400 places, une salle des fêtes d'une capacité d'accueil de 396 personnes et plusieurs autres salles de réunions et de séminaires de 100 places chacune.

La réhabilitation du Seybouse International porte également sur la rénovation de son entrée principale, la création de nouveaux espaces de détente et de loisirs, et d'un parking couvert de 140 places, ce qui lui permettra de «glaner» une nouvelle étoile, passant de quatre à cinq étoiles, a-t-on indiqué.

De son côté, l'hôtel Mountazah, plus connu chez les habitants de la région sous le nom,

du «palais» pour son style architectural pittoresque, verra l'agrandissement de ses espaces de restauration passant d'une capacité d'accueil de 148 à 250 personnes.

Outre l'élargissement et la réhabilitation de ses espaces de détente, l'hôtel de 204 chambres, construit en 1971, se dotera également de salles de conférence, d'une nouvelle piscine et d'un parking de 71 places.

Ces travaux permettront le reclassement de l'hôtel Mountazah, passant de 3 à 4 étoiles.

La réception des travaux de réhabilitation et de modernisation de ces deux infrastructures hôtelières est prévue au cours du premier semestre 2018. **R. A.**

Mostaganem

Sit-in de dizaines d'agents de sécurité de sociétés privées

Des dizaines d'agents de sécurité et de prévention exerçant dans deux sociétés privées de sécurité, venus de différentes wilayas de l'Ouest du pays, ont observé lundi un sit-in pour revendiquer le retour à leurs postes de travail. Les protestataires, qui se sont regroupés devant le siège de la Banquenaissance algérienne (BNA) à Hai «colonel Amirouche» de Mostaganem, ont souligné que les deux sociétés qui les employaient par contrats avec

la BNA, ont mis fin à leurs engagements avec cette banque et ont été remplacés par une autre société qui a décidé de recourir à d'autres agents, fin décembre courant. Venus des wilayas de Saida, Mascara, Sidi Bel-Abbès, Tiaret et Mostaganem, les protestataires réclament, ont-ils souligné dans une déclaration à l'APS, «l'intervention des autorités locales et des inspections du travail pour leur retour à leurs postes occupés pendant

une vingtaine d'années et les sauver du chômage.» Contacté par l'APS, un cadre de la BNA (agence de Mostaganem) s'est abstenu à toute déclaration se contentant de dire que son établissement «n'a aucune relation avec le recrutement d'agents par une société de sécurité privée et que les deux sociétés concernées n'ont pas de représentants dans la wilaya de Mostaganem».

K. A.

Tissemsilt Lancement prochain des travaux de 200 logements AADL 2

■ Les travaux de réalisation de 200 logements location-vente du programme de l'Agence nationale de développement et d'amélioration du logement (AADL 2) seront lancés au mois de janvier prochain à Theniet El Had (Tissemsilt), a annoncé lundi le wali.

Lors d'une rencontre avec les citoyens et les représentants de la société civile à l'issue d'une visite d'inspection dans la commune de Theniet El Had, Abdelkader Benmessaoud, a indiqué qu'une entreprise chargée de la réalisation de ces logements sera installée au site «Hellal Beghanem» pour le lancement des travaux.

Le même responsable a fait savoir que cette collectivité locale a bénéficié d'un quota de 500 logements au titre du programme AADL2 et que les procédures de choix de terrain seront engagées au mois de janvier prochain.

Par ailleurs, il a annoncé le lancement, avant juin 2017, des travaux de construction de 770 logements publics locatifs (LPL) et de résorption de l'habitat précaire (RHP) à Theniet El Had.

Cette commune a bénéficié d'une enveloppe financière de 250 millions DA dérogée par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, destinée à financer les projets d'aménagement (réalisation de routes et réseaux) dans 378 lotissements sociaux, dans le cadre du programme de développement des Hauts plateaux.

M. Benmessaoud a ajouté avoir instruit la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de construction pour lancer les travaux au mois de janvier prochain et les services communaux à accélérer l'établissement de la liste de bénéficiaires de ces lotissements sociaux.

En réponse à des préoccupations des citoyens, le wali a annoncé l'octroi à la commune de deux ambulances au titre du budget communal et de la Caisse de solidarité et des garanties des collectivités locales.

D'autre part, il a indiqué que le parc national des cèdres de Theniet El Had a bénéficié d'importants projets touristiques dont des espaces de loisirs et de divertissement et des structures de jeunes.

M. Benmessaoud a aussi affirmé que les autorités de wilaya ouvriront des canaux de dialogue avec des citoyens sur les ondes de la radio régionale de Tissemsilt, insistant sur le dossier de l'habitat qui est une priorité.

Les citoyens et le mouvement associatif ont soulevé une somme de préoccupations concernant notamment l'habitat, l'emploi, les routes et le retard dans le versement des subventions aux associations sportives.

Le wali de Tissemsilt a visité, à Theniet El Had, le projet de réalisation de la piscine de proximité insistant sur l'accélération de son équipement et l'achèvement des travaux avant le début de l'année prochaine et le projet de réalisation d'une salle de sports prévue à la réception en mars prochain, selon les engagements de la direction de la jeunesse et des sports.

R. K.

CONFLITS ▶▶

Résolution sur les colonies israéliennes

Des réactions favorables à travers le monde

L'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution n° 2334 condamnant les implantations de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens, a donné lieu à une série de réactions internationale favorables et à de multiples appels à une relance du processus de paix au Moyen-Orient.



Les réactions ont fusé de toutes part, dans les heures qui ont suivi l'adoption vendredi de la résolution exigeant la cessation immédiate et complète de toutes les activités liées à la construction de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens dont El Qods-Est.

Côté palestinien, le président Mahmoud Abbas a déclaré que la résolution «confirme les bases légales nécessaires» au règlement du conflit entre Palestiniens et Israéliens. «La résolution a mis en évidence les bases légales nécessaires au règlement du conflit et a réaffirmé que la construction de colonies juives israéliennes est illégale», a ajouté le président palestinien.

De son côté, le mouvement palestinien Hamas s'est félicité de l'«évolution importante» dans les positions internationales. «Le Hamas apprécie la position des Etats qui ont voté au Conseil de sécurité pour le droit du peuple palestinien (à vivre) sur ses terres et ses propriétés», a affirmé le porte-parole du mouvement, Fawzy Barhoum.

D'autres part, le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul-Gheit a félicité le peuple et le gouvernement palestiniens pour cette résolution «cruciale» adoptée par une large majorité des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies et ce, au terme de plus de 35 ans d'efforts pour une telle résolution.

«La résolution reflète un énorme soutien international à la lutte historique du peuple

palestinien destinée à obtenir ses droits légitimes au sommet desquels l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec El Qods-Est comme capitale», a souligné le chef de la Ligue arabe dans un communiqué.

Comme plusieurs d'autres pays, dont la Nouvelle Zelande, l'Allemagne..., l'Algérie a salué dimanche, par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif, l'adoption de la résolution, appelant la communauté internationale à «prendre des mesures d'urgence pour la mise en oeuvre effective de cette résolution».

Pour M. Benali Chérif, «cette résolution historique constitue une étape majeure et positive qu'il importe de saluer et qui est à même, pour peu qu'il y ait une volonté internationale, de mettre un terme à l'entêtement de l'entité occupante dans l'implantation de colonies dans les territoires palestiniens et à son mépris flagrant des principes de la légalité internationale, du droit international et des résolutions onusiennes pertinentes».

Préserver la solution à deux Etats

Dans un renversement de leur position habituelle sur le conflit au Moyen-orient, les Etats-Unis se sont abstenus au lieu de mettre leur veto. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a indiqué vendredi à Washington que la solution à deux Etats était

«le seul moyen de parvenir à une paix durable» au Moyen-Orient, affirmant que son pays ne pouvait faire obstacle à une résolution des Nations Unies qui appelle à promouvoir des négociations concluantes.

Le chef de la diplomatie américaine a relevé que les administrations américaines successives ont convenu que la solution à deux Etats était «le seul moyen de parvenir à une paix juste et durable entre palestiniens et Israéliens».

Il a ajouté que l'avenir du Moyen-Orient est «menacé actuellement par les mesures sans précédent pour étendre la construction des colonies menée par les opposants à la solution à deux Etats».

L'administration américaine avait par le passé exercé son droit de veto pour bloquer une trentaine de résolutions contre Israël. En 2011 elle avait opposé son veto à une résolution similaire à celle adoptée aujourd'hui par le Conseil de sécurité.

Israël de plus en plus isolé sur la scène internationale

«L'adoption de la résolution en dépit des efforts diplomatiques intenses d'Israël pour l'empêcher, montre qu'il est à présent isolé par la communauté internationale», selon l'ONG britannique Palestine Sildarity Campaign (PSC), qui a relevé «le mépris permanent d'Israël pour le droit international» par sa déclaration d'ignorer la posi-

tion onusienne.

L'ONG britannique a, par ailleurs, demandé au gouvernement de Londres d'assumer ses responsabilités en vertu du droit international et de cesser son «soutien substantiel» aux colonies illégales.

L'ONG a écrit sur son site web que l'adoption de la résolution onusienne est «à saluer», notant toutefois qu'elle ne fait que confirmer la position de la communauté internationale qui a déjà condamné les colonies israéliennes illégales et qu'il était temps d'agir. Quatorze des 15 membres du Conseil de sécurité ont voté vendredi en faveur d'une résolution qui condamne la politique de colonisation d'Israël, tandis que les Etats-Unis se sont abstenus, pour la première fois, de voter sur ce texte, présenté par l'Egypte au nom des pays arabes.

Reda A.

Syrie Treize éléments de Daech éliminés

Treize éléments du groupe extrémiste de Daech ont été éliminés mardi à Al-Bab dans le cadre de l'opération Bouclier de l'Euphrate menée dans le nord de la Syrie, a annoncé l'état-major de l'armée (TSK). Les forces armées turques, qui soutiennent les combattants de l'armée syrienne libre (ASL) pour chasser le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) de cette ville, ont bombardé 158 cibles Daech détruisant notamment des abris, des positions défensives, des bâtiments de commandement et de contrôle, des armes et des véhicules, a ajouté la même source. Deux membres de l'ASL ont péri et un troisième a été blessé dans les combats contre les terroristes, a indiqué la TSK, notant que 52 engins explosifs improvisés abandonnés par les terroristes de Daech ont été détruits par les démineurs de l'armée syrienne libre dans la région nettoyée de Daech.

Quelque 226 terroristes de Daech ont été neutralisés à Al-Bab la semaine dernière, selon un bilan des autorités turques dont 68 lors de la journée de vendredi. Le Bouclier de l'Euphrate a été lancé par les forces turques, le 24 août dernier, en appui à l'ASL afin de «nettoyer» le long des frontières turco-syriennes de Daech et de la milice des Unités de protection du peuple (YPG, kurde syrienne) considérée par Ankara comme une ramification du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit en Turquie. Après s'être emparé en octobre dernier de la ville de Dabiq, les éléments de l'ASL encerclent totalement Al-Bab et s'apprêtent à lancer l'assaut final contre cette ville qui occupe le flanc sud de la zone tampon d'environ 5 000 km² qu'Ankara souhaite créer sur 48 km en profondeur en territoire syrien. Ankara exige le retrait de la milice kurde, soutenue par Washington, à l'Est de l'Euphrate afin qu'elle ne fasse pas la jonction entre les cantons sous son contrôle entre la rive orientale du fleuve et Afrin (Ouest).

R. N.

Irak

Une journaliste enlevée à Bagdad par des hommes armés

Une journaliste irakienne a été enlevée lundi soir chez elle à Bagdad par des hommes armés, a annoncé hier le Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, qui a condamné le rapt et ordonné une enquête.

Dans un communiqué, Haïder al-Abadi a condamné l'enlèvement de la journaliste identifiée comme Afrah Shawqi par les autorités irakiennes, et ordonné aux forces de sécurité de «faire le maximum pour la protéger, la retrouver et mettre la main sur les».

La journaliste a collaboré par le passé

avec le journal saoudien *Asharq Al-Awsat* et elle écrit pour de nombreux sites Internet, dont Aklaam (Les stylos, en arabe). Lundi, elle avait d'ailleurs publié sur ce site irakien un article dans lequel elle s'en prenait aux bandes et groupes armés irakiens «qui agissent en toute impunité».

Mme Shawqi «a été enlevée lundi soir vers 22h00 (19h00 GMT). Huit hommes armés ont fait irruption chez elle à Saïdiya (sud-ouest de Bagdad). Ils étaient habillés en civil et se sont fait ouvrir en prétendant appartenir aux forces de

sécurité. Ils ont ligoté son fils», a indiqué Ziad al-Ajili de l'Observatoire irakien de la liberté de la presse.

«Ils ont dérobé des téléphones portables, des ordinateurs et de l'argent liquide puis ont enlevé Afrah et ont pris la fuite», a-t-il poursuivi. Ce récit a été confirmé par une source au sein du ministère de l'Intérieur.

Afrah Shawqi, très impliquée dans la défense des droits des femmes irakiennes, travaille également au ministère irakien de la Culture, a-t-on fait savoir.

Riad D.

Tunisie

Le gouvernement appuie une loi pénalisant le racisme

Le Premier ministre tunisien Youssef Chahed a appelé lundi à l'examen "en urgence" par le Parlement d'un projet de loi pénalisant le racisme, au lendemain d'une manifestation d'étudiants africains dénonçant de "multiples cas d'agressions".



"Il faut une stratégie nationale afin de changer les mentalités, (et) une loi qui criminalise la discrimination", a déclaré M. Chahed dans un discours prononcé à l'occasion d'une "Journée nationale contre la discrimination raciale".

"L'initiative législative présentée il y a presque deux ans au Parlement est une étape vers (...) la poursuite des auteurs de ces crimes: je demande à ce que les députés en débattent en urgen-

ce. Il faut aussi lancer des campagnes de sensibilisation", a-t-il ajouté.

Selon M. Chahed, "il est de notre devoir d'entamer la discussion (...) sur ces sujets tabous", car "la discrimination raciale constitue une atteinte aux droits de l'Homme". Il a indiqué vouloir faire de cette "Journée nationale" du 26 décembre un "rendez-vous annuel".

Le ministre chargé des droits de l'Homme, Medhi Ben Gharbia, a également appelé à "briser le

silence". "Un grand travail nous attend afin de changer les mentalités", a-t-il jugé.

Ces prises de position interviennent au lendemain d'une manifestation dans le centre de Tunis à l'appel d'associations d'étudiants africains. Une centaine de personnes y a participé pour dénoncer de "multiples cas d'agressions", dont celle subie samedi dans la capitale par trois Congolais.

"Deux ont eu la gorge tranchée et le troisième a été poi-

gnardé. (...) Nous réclamons justice", a déclaré à l'AFP Rachid Ahmad Souleimane, président de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie (Aesat).

L'agresseur a été interpellé et devait être présenté lundi à la justice, a indiqué son père sur la radio Mosaïque FM. Il a affirmé que son fils souffrait de "troubles psychologiques".

Les autorités parlent pour l'heure d'un "acte criminel", sans écarter toutefois un mobile raciste. Les ministres de la Santé et des Droits de l'Homme ont rendu visite aux victimes hospitalisées.

Dans un communiqué, huit ONG tunisiennes ont pour leur part dénoncé lundi "une agression raciste sauvage", et appelé à leur tour les députés à adopter rapidement le projet de loi.

D'après le quotidien La Presse, la Tunisie compte actuellement quelque 6.000 étudiants venus de pays d'Afrique subsaharienne, soit moitié moins qu'avant la révolution de 2011.

En juin, des organisations de la société civile avaient présenté leur propre proposition de loi criminalisant toute forme de discrimination, et obtenu le soutien de députés de la majorité, dans le cadre notamment de la lutte antiraciste.

Selon des juristes, la Tunisie ne compte à ce jour aucune loi spécifique à la lutte contre les discriminations, une seule, dédiée à la liberté de la presse, en faisant mention.

AFP

Opération de sécurisation des frontières au Burkina-Faso Une centaine de suspects interpellés

Plus de cent personnes suspectes ont été interpellées, des armes et des engins saisis dans une opération conjointe de sécurisation des frontières menée par les forces de sécurité du Burkina Faso et du Togo, selon des responsables des deux pays.

Dans un communiqué, le ministre burkinabè en charge de la sécurité a indiqué que "côté Burkinabè, plus de 49 personnes ont été interpellées, 148 engins saisis, 9 fusils calibres 12 récupérés, alors que le bilan côté Togolais fait état de 62 individus interpellés, 75 motos saisis, 41 coupe-coupe récupérés."

Le texte précise que les ministres en charge de la sécurité du Burkina

Faso et du Togo, Simon Compaoré et le colonel Damehane Yark se sont rencontrés le 21 décembre à Cinkansé, dans la région du Centre-Est. Le ministre d'Etat Simon Compaoré a exprimé sa satisfaction quant à "la réelle collaboration existante entre le Burkina Faso et le Togo en matière sécuritaire." Pour lui, "cela découle de la volonté politique des deux chefs d'Etat."

"Cette opération conjointe est saluante pour nos populations qui vont se sentir sécurisées surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. C'est un partage d'expérience en matière de stratégies utilisées par les FDS de chaque

pays.", a-t-il dit. "Les différentes saisies vont constituer un frein à la fraude qui fragilise nos économies. Cette opération conjointe est une façon de rendre pratique la coopération transfrontalière qui est souvent restée au stade théorique", a ajouté Simon Compaoré.

R. A.

RD Congo

Sauveur Mulwana sculpte pour l'histoire et la paix

Haut perché sur son piédestal bleu, le vieux chef nande est visible de loin. Un rayonnement indispensable à ce "symbole de tolérance", selon le sculpteur Sauveur Mulwana, qui pose au pied de l'imposante statue, érigée sur un rond-point du sud de Butembo.

Cet artiste de 42 ans est bien connu dans cette ville de plus d'un million d'habitants de l'est de la République démocratique du Congo, que la communauté des Nande considère comme sa capitale.

Depuis plusieurs années, il y sème des monuments ou des statues dont il fait don à la cité pour transmettre aux "générations futures" une part de leur patrimoine historique et culturel.

Il a immortalisé, dans une pose hiératique et vêtu d'un costume élégant à l'occidentale, une figure de Butembo: le mwami (roi) Kighombwe Il Lusengo Kirugho, mort octogénaire en 2010 à l'issue d'un long règne.

Dans l'Est du Congo, les mwamis représentent un pouvoir coutumier qui s'exerce à côté de celui de l'administration de l'État. Il leur revient en particulier d'attribuer les

terres, tâche cruciale dans une région où l'agriculture est l'affaire de l'immense majorité de la population.

Le mwami Kighombwe "a favorisé la fusion et la cohésion du peuple nande", mais il accordait aussi des parcelles aux nouveaux venus, dit M. Mulwana.

Butembo est située dans le nord du Nord-Kivu, province déchirée depuis plus de vingt ans par les guerres et la violence des conflits armés, souvent liés à des questions ethniques ou foncières.

Artiste vulnérable

M. Mulwana estime d'autant plus urgent de faire connaître aujourd'hui le legs moral du mwami Kighombwe que la ville fait face depuis plusieurs années à un nouvel afflux de "rescapés" des conflits intercommunautaires qui agitent le sud de la province.

La récente apparition en ville de milices communautaires d'auto-défense, est à ce sujet révélatrice des "tensions" qui menacent considérablement les habitants, estime l'artiste.

Dans une vie antérieure, M. Mulwana était menuisier à Goma,

la capitale du Nord-Kivu. En 2002, "mon entreprise a été ravagée par [la grande éruption du] volcan Nyiragongo", explique-t-il à l'AFP.

Originaire de Butembo, il décide alors de s'installer avec sa femme dans cette ville. C'est là que naît son projet.

Dans une ville "entièrement sans ?uvre d'art (...), je me suis senti vulnérable", raconte-t-il. Face à ce qu'il perçoit comme une rupture de la transmission orale traditionnelle, provoquée par "une sorte de course à la modernité" qui accompagne le développement de la ville, un violent désir de transmettre aux habitants leur histoire, leur culture, leur patrimoine s'empara de lui.

Pendant trois ans, il se documente, lit tout ce qu'il peut trouver, consulte les anciens. La matière première amassée prend forme en 2007 avec l'édification du Monument historique de Butembo, sur une place au cœur de la ville.

La base triangulaire de l'édifice est ornée d'une frise rappelant les activités séculaires des Nande, liées à l'agriculture et à la chasse jusqu'à l'"évangélisation" pendant la colonisation belge et l'entrée dans la "modernité" représentée

par un homme d'affaires, référence au dynamisme des commerçants locaux, explique M. Mulwana.

Engagement volontaire

Le ficus, symbole de la ville (Butembo signifie "la ville des ficus" en kinande), n'a pas été oublié: il est présent du sol jusqu'au plateau supérieur où une branche épaisse sert de siège à une mère allaitant "avec tendresse" à côté d'un "cultivateur joyeux", l'ensemble illustrant, selon l'artiste, "la collaboration du couple".

Une autre statue de M. Mulwana figure l'archevêque Emmanuel Kataliko, natif de Butembo et mort en 2000 après avoir dénoncé à maintes reprises l'occupation du Rwanda et de l'Ouganda, par des milices congolaises interposées, dans l'Est de la RDC pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003).

M. Mulwana dit tirer l'essentiel de ses revenus de reproductions de la grotte de Lourdes que lui commandent des paroisses catholiques, de contrats de décoration pour des hôtels notamment, et de la création de

meubles.

Ces rentrées lui permettent d'assurer son "engagement volontaire face à la population", à travers ses sculptures et un centre d'apprentissage qu'il finance pour éviter que le chômage omniprésent ne pousse des jeunes désœuvrés à rejoindre les groupes armés.

"Ce monsieur, il est fantastique", dit de lui Godefroid Kambere, maire-adjoint de Butembo, "il nous surprend toujours positivement". Un jour, le sculpteur a offert à la mairie, "comme ça", un buste de Laurent-Désiré Kabila, l'ancien président assassiné en 2001 et père de l'actuel chef de l'Etat Joseph Kabila. La sculpture est exposée devant l'hôtel de ville.

M. Mulwana voudrait "que les générations futures se réfèrent à la culture de [travail] des anciens habitants de cette ville de Butembo". Il veut aussi ?uvrer pour que "la jeunesse de Butembo ne reste pas isolée".

"Je suis Nande avant d'être Congolais", dit-il, "mais je suis fier de contribuer au développement de la paix en RDC".

AFP

La Russie, l'Iran et la Turquie publient une déclaration commune sur la Syrie

Après une réunion à Moscou hier, de hauts responsables russes, iraniens et turcs ont publié une déclaration commune en huit points appelant à l'extension d'un cessez-le-feu à travers la Syrie et à une paix négociée entre le gouvernement syrien et ses adversaires.

Par **Bill Van Auken**

La déclaration, dite « Déclaration de Moscou », est un texte assez standard. Il déclare que les trois pays défendent « la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne » tout en affirmant qu'il « n'y a pas de solution militaire au conflit syrien ».

Toutefois, l'alignement géopolitique des trois signataires du document le rend très troublant pour Washington.

La réunion de Moscou s'est déroulée après une défaite écrasante de la guerre menée par les États-Unis pendant six ans en Syrie. La semaine dernière, les forces syriennes, soutenues par la Russie et l'Iran, ont repris l'est d'Alep, le dernier bastion urbain des milices islamistes qui servaient de truchement aux États-Unis contre le gouvernement syrien du Président Bachar el-Assad.

Que la Turquie ait maintenant rejoint les principaux alliés d'Assad, la Russie et l'Iran, souligne la gravité de cette défaite. Auparavant, la Turquie avait été un commanditaire clé des milices liées à Al Qaïda qui combattaient en Syrie, en permettant à la CIA d'expédier des armes et des djihadistes en Syrie via son territoire, et en envoyant ses forces de sécurité les aider et les former.

Mais la semaine dernière, la Turquie a rejoint à la Russie afin de négocier un cessez-le-feu avec les « rebelles » dans l'est d'Alep, et leur évacuation, ainsi que celle de milliers de civils, de la zone assiégée.

Selon la Déclaration de Moscou, les trois pays « se félicitent des efforts conjoints dans l'est d'Alep permettant l'évacuation volontaire des civils et le départ organisé de l'opposition armée ». Cette déclaration contraste vivement avec la position de Washington, dont la propagande dénonce le retour du gouvernement Assad à Alep comme un « massacre », voire « un génocide ».

Le fait que la Turquie, un pays membre de l'OTAN depuis six décennies, rejoigne deux pays considérés par Washington comme les principaux obstacles à son hégémonie au Moyen-Orient et en Eurasie est un coup sérieux à la politique américaine.

Le gouvernement turc cherche un rapprochement avec Moscou depuis le mois de mai, quand il a commencé à tenter d'apaiser les tensions qui ont éclaté quand l'armée turque a abattu un bombardier russe au-dessus de la frontière turco-syrienne en novembre de l'année dernière. Ceci a soulevé la menace d'une confrontation entre les deux pays, ce qui aurait pu entraîner l'OTAN dans une guerre avec la Russie, qui est une puissance nucléaire. Les relations entre les deux pays se sont intensifiées après la tentative de



coup d'État contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan en juillet dernier, que Erdogan et ses partisans reprochent à Washington et à Berlin.

Erdogan a également affronté Washington à propos de l'alliance américaine avec le YPG, une milice kurde syrienne liée au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qu'Ankara traite « d'organisation terroriste » et contre laquelle Ankara a mené une longue contre-insurrection. Erdogan a envoyé l'armée turque en Syrie en août dernier, ostensiblement pour rejoindre la guerre américaine contre l'État islamique (EI), mais surtout pour empêcher le YPG d'établir un État kurde sur ses frontières.

La publication de la Déclaration de Moscou faisait suite à l'assassinat lundi à Ankara de l'ambassadeur russe Andreï Karlov par un membre en civil d'une unité de police turque d'élite. Malgré les rumeurs que le meurtre pourrait provoquer une crise des relations entre Moscou et Ankara, les deux gouvernements ont insisté sur leur unité face à l'assassinat, et les médias progouvernementaux et les hauts responsables des deux pays ont accusé Washington et l'OTAN d'être liés au crime.

Les mobiles du meurtrier, Mevlut Mert Altintas, âgé de 22 ans, sont obscurs. Erdogan a fait une déclaration mercredi l'identifiant catégoriquement en tant que partisan du clerc musulman Fethullah Gulen, qui vit en exil dans l'État américain de Pennsylvanie.

Erdogan a accusé les partisans de Gulen d'avoir monté le coup avorté de juillet. Depuis, l'AKP au pouvoir a lancé une purge massive de l'armée, des forces de police et de la fonction publique, au cours de laquelle plus de 100.000 personnes ont été renvoyées et 37.000 détenues.

Pendant ce temps, Jaish al-Fatah (Armée de la conquête), le commandement commun des milices islamistes dirigées par l'affilié

syrien d'Al-Qaïda, a publié mercredi une déclaration revendiquant l'assassinat. Ceci cadre avec les déclarations faites par l'assassin après avoir tué l'ambassadeur russe en tirant neuf balles.

Selon de nombreuses sources, Altintas aurait crié, « N'oubliez pas Alep, n'oubliez pas la Syrie », mais il a été moins largement rapporté qu'il a commencé son discours en arabe, en se proclamant un de ceux « qui donnent à Mohammed notre allégeance pour le djihad », slogan utilisé par Al-Qaïda.

Le bureau du procureur turc a annoncé qu'il enquête sur les raisons pour lesquelles la police qui a réagi à l'assassinat a tué l'assassin plutôt que d'essayer de le capturer. Certains médias turcs ont soulevé des questions à ce sujet, soulignant que le meurtre d'Altintas a bloqué l'enquête. Erdogan a réagi avec colère à ces questions, et en prétendant qu'une décision de ne pas le tuer aurait pu provoquer plus de morts.

Ankara a des raisons évidentes pour vouloir épingle le mouvement Gülen : ceci légitimerait sa répression, tout en détournant l'attention des liens profonds entre les forces de sécurité turques et les islamistes en Syrie pendant la guerre contre Assad.

La réaction à l'assassinat et la réunion trilatérale subséquente à Moscou des deux principaux journaux de l'establishment politique américain mercredi étaient révélatrices.

Selon le *New York Times*, « la chose la plus importante sur l'assassinat dramatique de l'ambassadeur de Russie en Turquie par un tireur isolé lundi est qu'elle n'a pas rompu les relations entre les deux pays. ... Perdre la Turquie en tant qu'alliée serait un autre résultat inacceptable de la guerre syrienne ».

Le *Washington Post* a affirmé, plus brutalement, que l'assassinat « aurait pu faire dérailler une fragile détente entre les régimes de Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Mais il a servi à renforcer une alliance naissante qui pourrait finir par exclu-

re les États-Unis des tractations sur la fin de la guerre civile en Syrie, et affaiblir sérieusement l'influence des États-Unis au Moyen-Orient ».

Le *Post* a qualifié l'assassinat de « signe que la Russie pourrait payer au prix fort son intervention en Syrie », mais a conclu que Washington risquait de voir émerger en Syrie « une paix qui renforcera une série d'hommes forts anti-américains à Damas, Téhéran, Ankara et Moscou ».

La suggestion par ces deux journaux américains influents qu'un assassinat politique aurait eu l'effet contraire de celui désiré a des implications sinistres, vu l'hystérie anti-russe attisée ces derniers mois par le gouvernement et les médias patronaux américains.

Au cours de cette campagne anti-russe, l'ex-directeur de la CIA, Michael Morell, a dit à la télévision en août dernier que les États-Unis devraient réagir aux événements syriens en disant « secrètement » aux rebelles « modérés » soutenus par Washington « de pourchasser les Russes ». Interrogé pour savoir s'il voulait dire « tuer des Russes », Morell répondit par l'affirmative. Plus récemment, Obama a déclaré lors d'une interview la semaine dernière que Washington réagirait aux allégations d'ingérence de la Russie dans les élections américaines « à un moment et à un endroit de notre choix ».

Que Washington ait ou non joué un rôle direct dans le meurtre de Karlov, des éléments indiquent que l'homicide a été commis par une personne liée aux mandataires des États-Unis en Syrie. Plus fondamentalement, la réaction aux retournements de la politique américaine au Moyen-Orient suggère que des violences beaucoup plus importantes sont en préparation.

Bill Van Auken

Crash en Russie

Une boîte noire retrouvée

Les opérations de secours massives menées en mer Noire après le crash d'un avion militaire ont permis de repêcher hier l'une des deux boîtes noires de l'appareil, élément essentiel pour déterminer les causes du drame qui a endeuillé la Russie à quelques jours du Nouvel An.

Les autorités semblent déjà écarter la thèse de l'attentat comme origine du crash du Tupolev Tu-154, intervenu dimanche après son décollage de Sochi (sud) pour la Syrie, avec 92 personnes à son bord dont plus de 60 artistes des chœurs de l'Armée Rouge. Si plusieurs morceaux de l'avion ont été retrouvés par les quelque 3.500 personnes déployées jour et nuit sur la zone par les autorités, la découverte des boîtes noires marque une étape essentielle pour reconstituer le film des événements.

«Le principal enregistreur de vol a été retrouvé à une distance de 1.600 mètres de la côte, à une profondeur de 17 mètres» à 02H42 GMT, a annoncé le ministère russe de la Défense. Cette boîte noire doit être transportée à Moscou dans les prochaines heures pour être déchiffrée, ce qui pourrait prendre plusieurs semaines, selon les sources citées par les agences russes. Selon une source citée par l'agence Interfax, l'enregistreur retrouvé, «en bon état», serait celui conservant les paramètres techniques du vol, ce qui signifie qu'il reste à repêcher la boîte contenant les échanges vocaux.

Selon le ministère de la Défense, les recherches se poursuivent pour retrouver la seconde boîte noire, ainsi que les corps des 92 personnes qui se trouvaient à bord: «A ce jour, 12 corps et 156 fragments de corps ont été retrouvés». Lundi, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a jugé que «la thèse d'un acte terroriste est loin d'être en tête de liste», les services secrets russes (FSB) affirmant pour leur part qu'aucun «élément ou fait» n'accrédite cette thèse. Les pistes privilégiées sont «l'infiltration d'un corps étranger dans le moteur, un carburant de mauvaise qualité entraînant une perte d'énergie, une erreur de pilotage ou une défaillance technique de l'avion», selon le FSB.

«Tout sera fait»



Le Tupolev, exploité depuis 33 ans et révisé en septembre dernier, avait disparu des écrans-radars dimanche à 02h27 GMT juste après son décollage de l'aéroport de Sochi, sur les côtes de la mer Noire. Il se rendait à la base aérienne de Hmeimim, près de Lattaquié en Syrie, utilisée pour lancer des bombardements aériens contre les rebelles syriens. L'appareil parti d'un aéroport près de Moscou avait fait escale à Sochi pour un ravitaillement. Selon les équipes de recherches, les débris sont dispersés sur un rayon de 500 mètres, selon le ministère de la Défense. Au total, plus de 3.500 personnes, 45 bateaux, 15 sous-marins, 12 avions, cinq hélicoptères et des drones sont mobilisés. Le crash a provoqué une vive émotion en Russie, car parmi les

occupants de l'avion se trouvaient 64 membres des Chœurs de l'Armée rouge, symbole du pays connu pour ses tournées triomphales dans le monde entier. Ils devaient célébrer le Nouvel an avec les soldats russes stationnés en Syrie depuis septembre 2015 en soutien à l'armée de Bachar Al-Assad, allié de Moscou de longue date.

L'appareil transportait également neuf journalistes de la télévision russe et une médecin unanimement reconnue pour son engagement humanitaire, Elizavéta Glinka, surnommée par les Russes «Docteur Liza», qui emportait des médicaments destinés à l'hôpital universitaire de Lattaquié (nord-ouest). «Tout sera fait pour la recherche des corps des victimes décédées et déterminer

les causes de cette terrible tragédie», a assuré mardi le ministre de la Défense Sergueï Choïgou. L'aide médicale promise transportée a bien été livrée à la base de Hmeimim, a-t-il indiqué, promettant par ailleurs de reconstituer les chœurs endeuillés par la perte d'environ un tiers de leurs membres et de leur directeur. Quelque 4.300 soldats russes sont déployés en Syrie depuis septembre 2015 en soutien au régime du président syrien. La Russie, qui a également des installations portuaires militaires à Tartous (nord-ouest), continue de renforcer sa présence dans ce pays en proie à un sanglant conflit qui a fait depuis 2011 plus de 312.000 morts et entraîné le déplacement de près de la moitié de la population.

AFP

THAÏLANDE: DANS L'EXTRÊME-SUD, LES REBELLES CIBLENT LES TRAINS

■ ■ Pour les passagers du train de 12H33 dans l'extrême-sud de la Thaïlande, croire en sa bonne étoile et prier Dieu sont les seules façons de ne pas céder à la peur: cette année, la ligne de chemin de fer a été touchée trois fois par les bombes des rebelles musulmans. La zone est en proie à une insurrection violente. Les rebelles contestent la mainmise de Bangkok sur leur région et la politique d'assimilation de la Thaïlande, en répandant la peur et en multipliant les assassinats, les embuscades et les attentats à la bombe. «J'ai peur. Personne ne sait ce qui peut se passer dans ce train», explique Ka-Yoh, 70 ans. Cette femme âgée vient de monter dans l'un des premiers trains au départ après un mois d'interruption du service, en raison d'un attentat commis début septembre. La dernière voiture avait alors été éventrée par une bombe, tuant un employé de la compagnie.

«Nous n'avons pas d'autre moyen pour voyager! Alors moi je trouve qu'il vaut mieux manger, dormir et si je me réveille à ma station, je serai heureuse... tout cela est entre les mains de Dieu», ajoute Ka-Yoh en dégustant des mangues. La ligne traverse les provinces de Pattani, Yala et Narathiwat, les principaux territoires du sud musulman colonisé par la Thaïlande en 1909. Le conflit qui

oppose les rebelles musulmans au gouvernement de Bangkok, oublié de la scène internationale, a déjà fait quelque 6.800 victimes en 13 ans, majoritairement des civils.

La fin de la violence, un rêve lointain

La semaine passée, de nouveaux pourparlers entre la junte du pouvoir et des rebelles se sont tenus de façon secrète. Mais la fin des violences reste un rêve lointain. La ligne de chemin de fer, qui serpente au milieu des plantations de caoutchouc luxuriantes, est un moyen de transport peu cher pour les habitants. Mais c'est aussi une cible de choix pour les rebelles qui y voient un symbole de l'état centralisateur thaïlandais. Dans ce contexte, les autorités ont fait du maintien de cette ligne un point d'honneur: des soldats armés patrouillent dans chaque train et d'autres forces de sécurité tout de noir vêtues sont déployées en continu dans les gares.

«Les attentants sont un problème, c'est pourquoi nous sommes ici. Mais nous ne pouvons pas arrêter les bombes», reconnaît un soldat volontaire qui souhaite garder l'anonymat de peur de représailles. Celui du 3 septembre ressemble à beaucoup d'autres perpétrés par l'insurrection: pendant la nuit, les rebelles ont enterré des charges et des bonbonnes de gaz sous les voies. Puis, au

petit matin, ils ont déclenché la bombe au moment du passage du train.

«Détruire les symboles de l'Etat»

«Avec les attaques contre des trains, ce sont les gens ordinaires qui souffrent», estime le colonel Pramote Prom-In, porte-parole de l'armée thaïlandaise dans le sud. Le nombre exact d'attentats commis contre la ligne de chemin de fer depuis le début de l'insurrection en 2004 est classifié mais d'après les médias, des dizaines d'incidents ont eu lieu. «Les militants tentent de détruire les symboles de l'Etat, de l'économie et de la crédibilité du gouvernement», dit Pramote Prom-In. Jusqu'à récemment, les insurgés restaient cantonnés dans les limites de l'extrême-sud. La grande majorité des Thaïlandais n'était donc pas concernée par le conflit. Mais en août dernier, la violence a soudain débordée de son cadre habituel. Quatre Thaïlandais ont été tués par une série de petites explosions coordonnées dans des villes touristiques comme Phuket et Hua Hin. Les autorités thaïlandaises n'ont pas voulu désigner les rebelles du sud comme responsables mais le mode opératoire semble très proche de leurs habitudes et les suspects recherchés par la police ont des liens avec l'insurrection.

Des négociations dans l'impasse

Dans la région, les civils se retrouvent pris en étau entre les forces de sécurité et les rebelles qui vivent parmi eux - et peuvent être impitoyables avec ceux qu'ils considèrent comme des collaborateurs de l'Etat thaïlandais. Mais le soutien populaire au mouvement reste fort. La population musulmane d'ethnie malaise «peut ne pas être d'accord avec la brutalité des insurgés... mais elle partage le même sentiment et la méfiance historique pour l'Etat thaïlandais», analyse Don Pathan, analyste indépendant basé en Thaïlande. Les réunions de pourparlers laissent peu d'espoir. Le pouvoir thaïlandais est convaincu que son partenaire de négociation, le groupe «Mara Patani», n'a pas vraiment le contrôle de la rébellion. Et en face, les insurgés armés, dominés par un groupe appelé Barisan Revolusi Nasional (BRN), n'ont aucun espoir de voir la junte lâcher du lest, le gouvernement de Bangkok n'étant prêt à aucune concession en matière d'autonomie. Les rebelles ne voient donc pas l'intérêt de déposer les armes. La situation actuelle est dans l'impasse, estime l'analyste: «Je ne vois aucune possibilité de mettre un terme à la violence, sauf à voir l'un des deux partis se décider à faire un énorme pas vers l'autre», dit Don Pathan.

AFP

Chicago

Week-end de Noël sanglant avec 12 fusillades meurtrières

Chicago a connu un week-end de Noël sanglant avec au moins 12 fusillades meurtrières, pour l'essentiel des règlements de compte entre gangs rivaux, dans cette ville qui va enregistrer en 2016 un record d'homicides depuis vingt ans.

Pas moins de 27 incidents distincts incluant des tirs d'armes à feu ont été recensés durant ces deux jours, dont 12 ont provoqué la mort d'au moins un personne, a précisé lors d'une conférence de presse le chef de la police, Eddie Johnson.

La «majorité» de ces incidents étaient des «attaques ciblées» de gangs contre «des membres de gangs rivaux et des groupes qui s'étaient réunis pour les fêtes», a expliqué Eddie Johnson, qui est noir et a grandi dans le quartier de South Side, où le taux de criminalité est l'un des plus élevés de la ville.

Ces attaques ont été menées «en sachant parfaitement que ces individus se trouveraient au domicile de membres de leur famille ou d'amis pour fêter Noël», a



ajouté le chef de la police de la troisième ville des Etats-Unis.

La violence entre gangs est la principale raison identifiée de l'augmentation des meurtres cette année à Chicago.

Le quotidien Chicago Tribune a répertorié, depuis le début de l'année, 763

meurtres, soit un bond de 55% par rapport à l'ensemble de 2015.

Il faut remonter à vingt ans pour trouver trace d'un nombre d'homicides supérieur. Il avait atteint 796 en 1996. Il y a eu plus de meurtres en 2016 à Chicago, troisième ville du pays, qu'à New York et Los Angeles

réunies, les première et deuxième villes des Etats-Unis.

Chicago prévoit d'embaucher 1.000 policiers supplémentaires ces deux prochaines années pour tenter d'enrayer cette hausse de la criminalité.

AFP

Barack Obama estime qu'il aurait battu Donald Trump

■ Le président sortant Barack Obama a estimé dans une interview diffusée lundi qu'il aurait pu remporter le soutien d'une majorité d'Américains face à Donald Trump s'il avait été autorisé à briguer un troisième mandat. «Pas moyen!», s'est exclamé Donald Trump sur Twitter, critiquant le bilan d'Obama en matière de délocalisations d'entreprises américaines, dans la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique et en matière de sécurité sociale. La Constitution américaine interdit à Barack Obama de se présenter pour un troisième mandat. Le président sortant a toutefois confié à son ancien conseiller David Axelrod, dans un podcast produit par CNN et l'université de Chicago,

qu'il pensait que les Américains auraient soutenu son projet progressiste. «Je suis certain que si je m'étais présenté et l'avais expliqué, je pense que j'aurais pu mobiliser une majorité du peuple américain et les rallier derrière (ce projet)», a déclaré Obama, en référence à son message électoral de 2008. Le président sortant a jugé qu'Hillary Clinton avait mené une campagne «formidable», en dépit de «circonstances très difficiles». Elle s'est concentrée sur les failles de Trump et aurait pu davantage mettre en valeur l'engagement démocrate en faveur des personnes qui travaillent, a-t-il toutefois noté.

Reuters

Pakistan

24 personnes mortes suite à l'ingestion d'alcool frelaté

Vingt-quatre personnes, pour la plupart des chrétiens célébrant Noël, sont mortes suite à l'ingestion d'alcool frelaté dans le centre du Pakistan, a indiqué la police mardi. L'incident s'est produit la veille de Noël, samedi, dans un quartier chrétien de Toba Tek Singh city, à environ 300 km au sud de la capitale Islamabad.

«Selon nos dernières informations, 24

personnes —22 chrétiens et deux musulmans— sont mortes après avoir consommé une liqueur toxique fabriquée par des résidents à la veille de Noël», a déclaré un responsable de police locale, Imran Atif.

Au moins une soixantaine de personnes ont également été intoxiquées, a-t-il ajouté.

Au Pakistan, de nombreuses personnes distillent elles-mêmes des boissons alcoolisées

bon marché à domicile et consomment des liquides toxiques, ce qui se traduit par de fréquents accidents.

Onze chrétiens pakistanais sont décédés en octobre dernier après avoir consommé de l'alcool frelaté et au moins 23 personnes avaient connu le même sort en mars 2016 dans le sud du pays.

R. I.

Grippe aviaire

55.000 volailles abattues en Allemagne

Les autorités allemandes ont ordonné l'abattage de 55.000 dindes, poulets et canards après la découverte de la souche de grippe aviaire hautement contagieuse H5N8 dans trois élevages de Basse-Saxe, région majeure de production.

L'opération, qui a débuté ce week-end dans les trois élevages et dans trois autres fermes qui ont été en contact avec eux, devrait s'achever ce mardi, a déclaré le

ministère de l'Agriculture de Basse-Saxe dans un communiqué.

Le virus H5N8 a été découvert dans plus de 500 oiseaux sauvages ces dernières semaines en Allemagne. Les cas détectés dans les élevages sont restés beaucoup plus rares.

En France, le ministère de l'Agriculture a relevé début décembre le niveau de risque vis-à-vis de la grippe aviaire, désormais

considéré comme «élevé» sur l'ensemble du territoire.

En Corée du Sud, où sévit une autre souche fortement pathogène, le H5N6, l'alerte est maximale et l'armée a été mobilisée pour participer à l'abattage massif des volailles. Depuis l'apparition du premier cas le 18 novembre dernier, 26 millions de bêtes ont été tuées.

Reuters

Inde

Au moins 5 morts dans l'incendie d'une usine de feux d'artifice

■ Au moins cinq personnes ont été tuées et quatre autres ont reçu de graves brûlures dans un incendie dévastateur à l'intérieur d'une usine de feux d'artifice dans l'Etat indien du Tamil Nadu (sud), a annoncé la police.

L'incendie a éclaté lundi près de Sattur, dans le district de Virudhunagar, situé à environ 543km au sud de la ville de Chennai, chef-lieu de l'Etat.

«Cinq travailleurs ont été tués et quatre autres ont été grièvement blessés aujourd'hui après l'incendie dans une usine de feux d'artifice», a déclaré un responsable de la police à Virudhunagar, ajoutant que «les corps étaient calcinés, et trois des cinq morts sont des femmes».

L'incendie a déclenché des explosions qui ont rasé l'une des unités de production des locaux de l'usine, ont déclaré les policiers, ajoutant qu'ils avaient rapidement dépêché plusieurs camions de pompiers sur place pour éteindre les flammes.

La cause de l'incendie n'a pas été immédiatement révélée. Toutefois, les enquêtes préliminaires menées par la police indiquent que le stock de feux d'artifice empilés à l'intérieur de l'usine avait renforcé l'incendie et aggravé la situation.

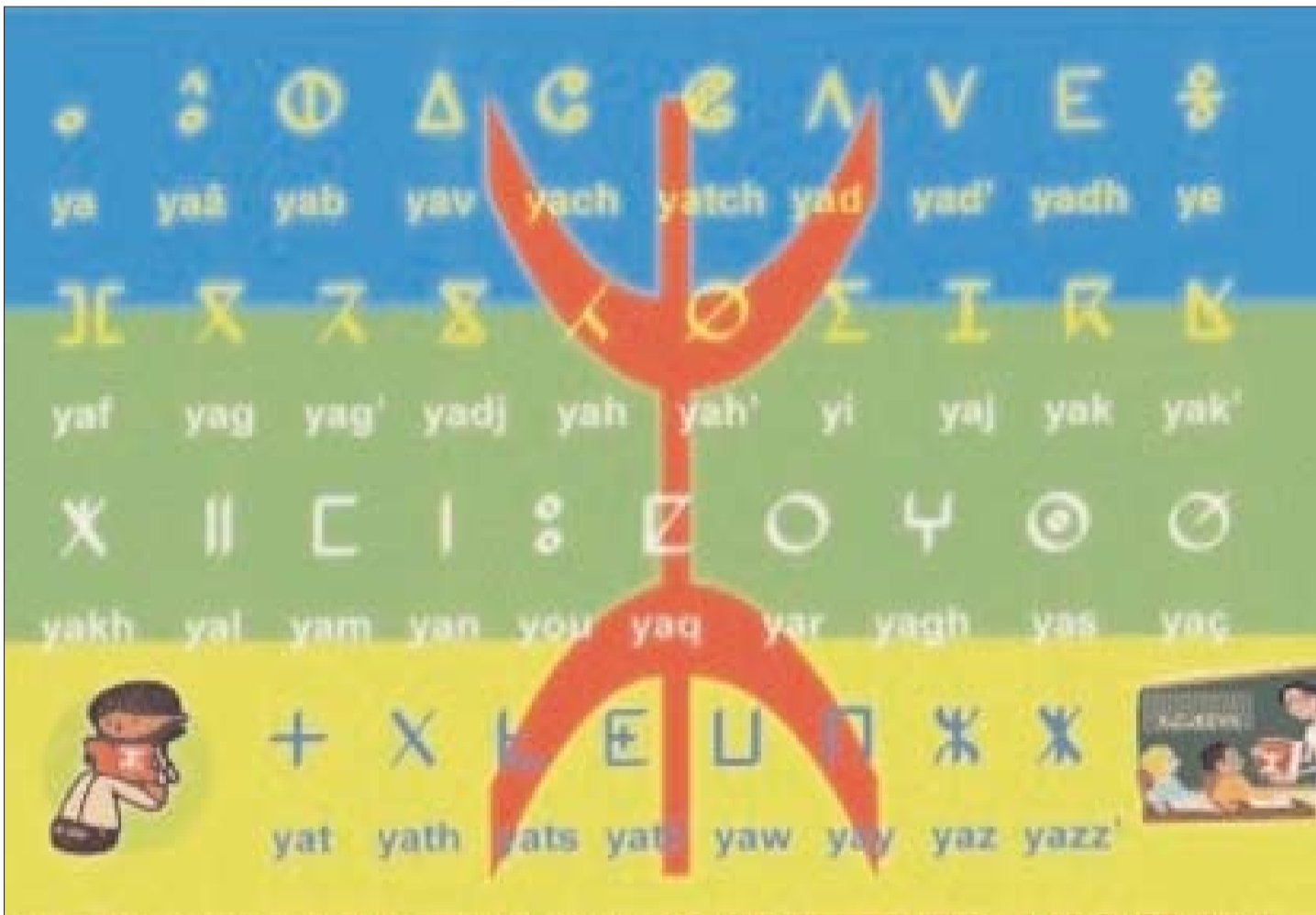
Les explosions accidentelles sont fréquentes dans les usines et les magasins de feux d'artifice indiens.

R. L.

Illizi

Lancement d'ateliers de traduction vers la langue amazighe

La problématique de la traduction de certains textes de ou vers la langue amazighe est étudiée dans le cadre de la deuxième session des ateliers de traduction amazighe, lancée lundi à Illizi par le Haut commissariat à l'amazighité (HCA).



Cette manifestation s'inscrit dans le sillage des efforts du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, visant la promotion de la langue amazighe, couronnés par sa constitutionnalisation en 2016, a indiqué le secrétaire général du HCA, Si El-Hachemi Assad, lors de l'ouverture de cette session.

M. Assad a, en outre, invité les chercheurs et universitaires à enrichir les travaux de ces ateliers et à consentir davantage d'efforts dans le cadre de la promotion de tamazight, dans le but de renforcer ce patrimoine culturel national.

Animés par une pléiade de spécialistes concernés directement ou indirectement, notamment des linguistes, des traducteurs, des éditeurs, des auteurs, des chercheurs, des enseignants universitaires et des pédagogues, ces ateliers travaillent sur la question de la traduction de textes de littérature algérienne des langues arabe et française vers tamazight et d'œuvres littéraires de l'écrivain chercheur Mouloud Mameri, à l'occasion de la célébration du centenaire de sa mort (2017) sous l'égide du HCA, ont indiqué les organisateurs.

Ces ateliers, au nombre de cinq, planchent aussi sur la tra-

duction de la plate-forme onusienne des objectifs du Millénaire pour le développement, la traduction vers tamazight des significations du Saint Coran, ainsi que la codification de l'écriture en tifinagh et son utilisation comme une variante amazighe, ont-ils ajouté.

Des communications seront également présentées sur des œuvres littéraires d'auteurs algériens parues chez des éditeurs nationaux.

Parmi ces œuvres, les romans *El-Dahia* (La victime) de Khadoussi Rabah et *Maraya amazighiya* (Miroir amazigh) de Nadjet Dahmoune, ainsi que le conte *Tiski la plus belle fille du*

Tassili édité en langue française de l'écrivain Ahmed Saâda, selon la même source.

Les travaux de ces ateliers, qui se tiennent à la Maison de la culture Othmane Bali et qui s'étalent sur cinq jours, seront sanctionnés par une présentation des synthèses des groupes de travail et des recommandations. En marge de ces ateliers, se tient une exposition de livres, en plus de la participation des délégations à la manifestation culturelle «La Poésie targaie», organisée par la direction de la culture d'Illizi, en collaboration avec l'Association de l'amitié et l'échange et les loisirs de la wilaya. Y. K.

Mostaganem Journées de formation à l'école de l'association du théâtre El Moudja

Des journées de formation, les premières, ont été entamées lundi à Mostaganem à l'école de l'association du théâtre El Moudja avec la participation de 48 amateurs du 4^{ème} art de 14 wilayas.

Les organisateurs ont prévu six jours de formation au niveau de cette école située dans la localité de Salamandre au chef-lieu de wilaya, sous forme de quatre ateliers d'interprétation théâtrale, de mise en scène, de scénographie et d'écriture dramatique.

Les stagiaires bénéficieront de cours pratiques et théoriques encadrés par des enseignants, des metteurs en scène et des comédiens et visant à faire valoir les principes de la formation théâtrale pour atteindre le professionnalisme, selon la présidente de l'association intitiatrice El Moudja, Boudjemaâ Khaoula.

Elle a ajouté que cette première phase de formation sera suivie par deux sessions similaires en mars et juin prochains et seront couronnées par une production théâtrale intitulée *Animaux de Nekmaria* de l'écrivain Habib Tankour dans le cadre du 50^{ème} anniversaire du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem.

Cette association ambitionne, au titre de son programme, à instaurer cette tradition annuellement au niveau de l'école El Moudja avec la programmation de sessions de formation d'un nombre important de stagiaires et amateurs de théâtre de différentes wilayas du pays pour la promotion de la formation théâtrale et la production de nouvelles pièces théâtrales. T. N.

Djanet

Plus d'un millier de jeunes à la manifestation «L'Algérie hôte de son désert»

Plus d'un millier de jeunes, issus de différentes wilayas du pays, prennent part à la seconde édition de la manifestation nationale «L'Algérie hôte de son désert», qui a débuté lundi à Djanet, sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Organisée sous le patronage du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, cet événement juvénile national vise le renforcement de l'esprit de citoyenneté et des échanges

entre les jeunes des différentes régions du pays, et l'organisation de voyages et séjours à la satisfaction des jeunes dans cette région touristique du Grand Sud, a indiqué le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, à l'APS.

Ce genre d'initiatives, qui contribuent grandement à la promotion du tourisme saharien, constituent des opportunités pour les jeunes de tisser des relations de fraternité et d'amitié et de consacrer le sens civique chez

eux, en plus d'être une occasion de mettre en valeur les potentialités touristiques, culturelles et artistiques que recèlent ces wilayas du pays, a souligné le ministre. Le coup d'envoi de cette manifestation juvénile nationale (26 décembre au 2 janvier) a été marqué par un défilé des délégations participantes et des exhibitions de troupes folkloriques locales. Le programme de cet événement «L'Algérie hôte de son désert», comporte une panoplie d'activités, dont des randon-

nées aux fabuleux sites touristiques de la région de Djanet, ainsi que l'organisation d'une visite de solidarité au groupe gazier de Tiguentourine (In Aménas), ont indiqué les organisateurs.

Des actions bénévoles de don de sang au niveau des structures de santé de la région, des campagnes de nettoyage et de boisement à Djanet, ainsi que des échanges culturels et sportifs entre les délégations participantes, figurent au programme

de cette manifestation.

L'occasion donnera lieu aussi à la préparation d'un plat de couscous géant, avec la participation des délégations présentes, dans le cadre d'une initiative symbolisant l'esprit de solidarité et d'entraide caractérisant la société algérienne. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a, auparavant, visité une série de structures et d'installations sportives et juvéniles dans les communes de Bordj El Houès et de Djanet. R. H.

PAROLES DE FEMMES

«On ne fait bien que ce qu'on aime. Ni la science ni la conscience ne modèlent un grand cuisinier.»

Colette



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La vocation, c'est avoir pour métier sa passion.»

Stendhal

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Alphabétisation

Plus de 23 000 femmes bénéficient d'un programme d'insertion socio-économique

Plus de 23 000 femmes alphabétisées ont bénéficié d'un programme d'insertion socio-économique, initié par l'association algérienne d'alphabétisation Iqraa, a indiqué, lundi à Alger, sa présidente, Aïcha Barki.

«L'association Iqraa a adopté un programme Alphabétisation, formation et intégration des femmes (Afif) qui a permis de former et d'autonomiser plus de 23 000 jeunes femmes âgées entre 18 et 35 ans et ce, dans le cadre d'un plan d'intégration socio-économique», a précisé Mme Barki, lors d'une rencontre sur l'entreprenariat féminin. Il s'agit d'un programme de proximité destiné aux bénéficiaires d'alphabétisation particulièrement dans les zones rurales, qui s'inscrit dans le cadre du plan national d'alphabétisation géré par l'association, a-t-elle dit. L'association Iqraa a pour objectif de permettre à ces femmes d'acquérir des qualifications professionnelles pour réaliser des activités génératrices de revenus dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi, d'une part, et de participer au développement au niveau local, d'autre part, a-t-elle expliqué. Mme Barki a ajouté que 15 centres sont mobilisés dans plusieurs wilayas pour cet objectif, exprimant le souhait de l'association de généraliser cette action à l'échelle nationale. Pour sa part, la directrice des études à l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), Miloudi Sabéha a indiqué que son organisme a financé 775 437 activités économiques génératrices de revenus au mois de septembre 2016, dont 481 874 au profit des femmes, soit plus de 62% des projets financés et ce dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi. La même responsable a ajouté que ces activités créées par des femmes (481 874) ont généré 722 811 emplois durant la même période.

R. F.



DÉPRESSION SAISONNIÈRE :

CALMER LES FRINGALES GRÂCE AUX MÉDECINES DOUCES

■ Vous essayez de compenser le manque de sommeil par des aliments gras et sucrés qui vous réconfortent ? Les médecines douces peuvent vous aider à moins grignoter pour éviter d'avoir le moral dans les chaussettes quand il sera l'heure de ressortir le maillot de bain...

Les solutions en phytothérapie

La valériane aide à lutter contre l'hyperphagie et l'insomnie. À prendre sous forme de gélules, selon la posologie indiquée par le laboratoire. Évitez les tisanes, car la valériane a un goût très particulier et sa racine perd ses vertus en séchant.

Les solutions en aromathérapie

Mélangez 0,5 ml d'HE de cannelle de Chine, 1 ml d'HE de camomille noble, 0,5 ml d'HE de mandarine et 7 ml d'huile d'olive. Prenez une goutte de ce mélange à chaque fois que vous avez envie de grignoter.

Les remèdes en homéopathie

2 granules d'Anacardium orientale 9 CH quand l'envie de manger se fait ressentir.

Quel complément alimentaire prendre ? Prenez une ou deux gélules de konjac une demi-heure avant chaque repas pour profiter de ses effets coupe-faim.

Les aliments à mettre dans l'assiette

À table, mangez à votre faim. Faites la part belle aux pâtes, de préférence semi-complètes. Plus riches en minéraux et en vitamines, elles sont plus rassasiantes.

Pensez au coulis de tomates, aux purées surgelées cuisinées sans ajout de sel ni de matières grasses. Il suffit d'y verser un peu de lait ou de crème allégée et d'épices (muscade, curry, cumin...) ou d'herbes pour obtenir une délicieuse sauce minceur.

Les bons réflexes à adopter

L'hyperphagie est souvent due au stress et à l'anxiété mais, plus étonnamment, elle est aussi favorisée par un manque de sommeil. Veillez à réunir toutes les conditions propices à un sommeil profond et réparateur. Pas de dîners trop tardifs ni trop copieux, pas de sport ni d'activités sur l'ordinateur ou la tablette numérique avant d'éteindre la lumière. Pensez également à aérer la chambre 10 minutes avant de vous glisser sous les draps.



COUPLE

10 RAISONS POUR LESQUELLES IL NE VOUS RAPPELLE PAS

■ Vous avez fait tout ce qu'il fallait, vous êtes sûre de n'avoir fait aucun faux pas. Pourtant, depuis qu'il vous a raccompagnée en bas de chez vous, votre nouveau prétendant ne donne plus signe de vie. Pire, il ne répond même pas à vos appels et textos. Mais pourquoi ?

1/ Vous n'êtes pas encore un couple

Allez-y mollo, car Roméo n'en est pas encore au stade où il doit vous rendre des comptes. Après le troisième rendez-vous, vous êtes en droit d'attendre de lui qu'il vous fixe sur le chemin que votre rencontre pourrait prendre. S'il disparaît avant, dites-vous qu'il n'est peut-être simplement pas prêt pour être en couple...

2/ Ce n'est pas le bon moment

Si vous avez passé de très bons moments ensemble, son silence n'a sans doute rien à voir avec vous. Peut-être traverse-t-il une période où il n'a pas une seconde à lui, ou peut-être n'est-il pas dans le bon timing pour une relation amoureuse. Il reviendra vers vous au moment le plus opportun...

3/ Il y a quelqu'un d'autre

S'il a disparu sans raison, sans doute faut-il réfléchir à des facteurs extérieurs dont vous n'auriez pas forcément eu connaissance. Par exemple, une ancienne petite amie qui n'est pas prête à laisser sa place et qui accaparerait

encore un peu trop ses sentiments...

4/ Il est lâche

Bien des hommes préfèrent disparaître plutôt que d'avoir une conversation franche. Cela leur permet notamment d'éviter des explications interminables qu'ils n'ont pas forcément envie de formuler. Dans un sens, aviez-vous vraiment envie d'entendre un "Tu as l'air sympa, mais... C'est mieux qu'on reste amis..." ?

5/ Il n'est pas prêt à faire des efforts

Sa vie obéit à une routine bien ficelée, et il n'est pas très disposé à bousculer ses plans pour vous faire une petite place. Une personne prête à se lancer sérieusement dans une relation n'hésiterait pas, mieux vaut passer votre chemin s'il ne vous donne pas l'attention dont vous avez besoin.

6/ Il vous aime bien, mais sans plus

Il vous trouve drôle, charmante, agréable, mais pour une raison qui lui échappe vous n'êtes pas la fille qu'il recherche. Comme tous les goûts sont dans la nature, ne voyez pas cela comme un échec, vous avez peut-être gagné un bon ami !

7/ Il n'a pas de respect pour les autres

Une personne capable de disparaître d'un coup sans donner de nouvelles, vous trouvez

ça respectueux ? Le monde est plein de goudats. S'il n'est pas capable d'assumer ses actes, il ne mérite pas que vous perdiez votre temps à lui courir après.

8/ Il est adepte des fausses promesses

Les hommes qui font plein de fausses promesses qu'ils ne tiennent jamais sont pires que ceux qui ne promettent rien. Il a sans doute voulu se donner le bon rôle et passer pour un homme charmant en vous faisant miroiter une belle histoire...

9/ Il est immature

Un homme devrait être capable d'assumer ses actes et de parler ouvertement de ce qu'il ressent. Ce n'est visiblement pas son cas, ce qui démontre qu'il est immature et que vous avez sans doute tout à gagner à ne pas vous attarder sur ce début d'histoire... Les actes comptent plus que les paroles !

10/ Il préfère éviter la discussion

Vous avez des amis communs ? Vous fréquentez les mêmes endroits ? Il préfère sans doute ne pas mettre de mots sur les quelques heures passées en votre compagnie et faire simplement comme si rien n'était arrivé. Cela lui permet de remettre les compteurs à zéro, sans froisser personne. Voyez le bon côté des choses, vous pouvez ainsi en faire autant !



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

8ème de finale Coupe d'Algérie

PAC-NAHD, le choc

Les huitièmes de finales de la Coupe d'Algérie de football se poursuivent aujourd'hui avec deux matchs au sommet qui mettront aux prises le leader de la Ligue II, le Paradou AC au Nasr d'Hussein-Dey et le CA Bordj Bou Arreridj à l'USM El Harrach. Le match phare de ce tour sera, sans nul doute, celui qu'abritera le stade Berrabah de Dar Beida entre le PAC et le NAHD. Ainsi, les gars du Paradou qui sont sur une belle lancée en championnat feront tout ce qui est de leur possible pour arracher le billet de la qualification pour le prochain tour en venant à bout du Nasria. Toutefois, sa mission sera délicate face au malheureux finaliste de la saison dernière, le NAHD qui fera tout pour continuer son aventure en Coupe, et pourquoi pas refaire le coup de l'année dernière. Les Sang et Or sont disposés à se donner à fond et faire prolonger le plaisir après les bonnes performances réalisés jusque là, avec cinq victoires consécutives. Les hommes d'Alain Michel savent, néanmoins, que cela ne sera pas facile étant donné qu'ils auront en face une équipe bien solide. Le deuxième choc aura pour théâtre le stade du 20 août 55 de Bordj, où le Chabab Ahly local fera tout pour éliminer l'USM El Harrach, dans une empoignade qui promet. Les gars des Bibans qui reviennent en force avec l'arrivée du

coach, Bira, souhaitent prendre le ticket de qualification pour le prochain tour et feront tout pour arriver à cet objectif. Toutefois, ils devront faire très attention à cette équipe algéroise qui se déplacera avec une grande détermination pour créer la surprise. Les gars d'Essafra qui soufflent le chaud et le froid en championnat savent, toutefois, qu'ils n'ont plus que la Coupe pour sauver la saison et feront donc tout pour l'emporter. Le CR Belouizdad qui reste sur une défaite en championnat face à la JSK souhaite se ressaisir en Coupe en venant à bout du MC Saïda, mais cela ne sera pas facile, d'autant plus qu'il s'agit d'une équipe qui est coriace à domicile. Enfin, l'ASO Chlef et même si tout n'est pas rose pour elle en Ligue II, devrait avoir les faveurs du pronostic face à l'US Tébessa qui avait créé la sensation la saison passée en atteignant les quarts de finale de cette compétition.

Imad M.

■ Programme des rencontres :

Mercredi 28 décembre 2017 :
CA Bordj Bou Arreridj-USM El Harrach (16h30)
MC Saïda-CR Belouizdad (14h30)
Paradou AC-NA Hussein Dey (14h30)
ASO Chlef-US Tébessa (14h30)



Anderlecht Hanni veut devenir «plus décisif»

■ L'attaquant international algérien d'Anderlecht (Div.1 belge de football) Sofiane Hanni, non satisfait de ses performances a affirmé lundi qu'il souhaitait devenir «plus décisif» avec son club. «Ce n'est pas mauvais, c'est n'est pas que je ne suis pas satisfait, mais je dois devenir plus décisif. Je dois améliorer mes statistiques. Plus de buts ou plus de passes décisives? Les deux! Comme tous les footballeurs, j'ai des qualités et des défauts, mais je dois corriger ces défauts», a indiqué Hanni au site spécialisé belge walfoot. Hanni (26 ans) avait rejoint Anderlecht l'été dernier en provenance de l'autre formation belge du FC Malines pour un contrat de quatre ans. Le joueur algérien a inscrit 8 buts, toutes compétitions confondues depuis le début de la saison. «Je joue souvent à gauche, alors que je préfère jouer axial. Mais c'est le coach qui me demande ça, et c'est mieux pour l'équipe. Il faut faire des sacrifices», souligne Hanni. Enfin, le natif d'Ivry-sur-Seine (France) a affirmé que son plus beau moment en 2016 était «les prix individuels que j'ai pu gagner, et bien sûr ma signature avec Anderlecht». Hanni fait partie d'une présélection de 32 joueurs retenus par le coach nationale le Belge Georges Leekens en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon (14 janvier-5 février).

Sanctions de la LFP Quatre matchs à huis clos pour la JSMB

■ La JSM Béjaïa (Ligue 2 algérienne de football) a écopé de quatre matchs à huis clos, dont deux avec sursis pour «agression envers l'arbitre directeur par un stadier en fin de partie», lors de la réception du Paradou AC (défaite 2-1, ndr) dans le cadre de la 14e journée du championnat, a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Outre cette sanction, le club de «Yemma Gouraya» devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA, précise la même source. La commission de discipline a également infligé à l'USM El-Harrach (Ligue 1) un match à huis clos et 200.000 DA d'amende pour «jets des projectiles (bouteilles) - Récidive-» lors de son match contre l'Olympique Médéa (0-0) qui s'est joué vendredi dernier au stade du 1er-novembre de Mohammadia pour le compte de la 15e journée de la compétition.

Leicester

Ranieri veut "stimuler" Mahrez

■ L'entraîneur de Leicester Claudio Ranieri a voulu «stimuler» son attaquant algérien Ryadh Mahrez en le laissant sur le banc lors de la défaite du champion en titre contre Everton (2-0), lundi lors de la 18e journée de la Premier League. «Il n'est pas en grande forme en ce moment et je veux le stimuler», a expliqué le technicien italien après la défaite lors du Boxing Day. «Je ne le vois pas faire des

bonnes choses à l'entraînement et il doit donner plus pour l'équipe. Je veux plus», a continué Ranieri, alors que son équipe occupe la 16e place, avec seulement trois points d'avance sur le premier relégable Sunderland. Lundi, l'entraîneur, qui devait déjà se passer de Jamie Vardy, suspendu, n'avait pas inclus Mahrez, élu joueur de l'année la saison passée, dans son onze de départ.

Judo/Championnat National d'Excellence

Le programme de la compétition dévoilé

Les organisateurs du Championnat National (messieurs/dames) d'Excellence de judo ont dévoilé lundi le programme de cette compétition, prévue les 6-7 janvier 2017 à la salle Harcha-Hacène (Alger). Le premier jour de compétition sera réservé aux qualifications des catégories -81 kg, -90 kg, -100 kg et +100 kg chez les messieurs, ainsi que celles des -70 kg, -78 kg et +78 kg chez les dames. Le 2e jour de compétition, lui sera destiné aux qualifications des catégories de poids restantes, à savoir celles des -60 kg, -66 kg et -73 kg chez les mes-

sieurs, ainsi que celles des -48 kg, -52 kg et -57 kg chez les dames. Suivant les catégories de poids, les premières finales auront lieu vendredi à partir de 16h00, et les autres samedi, à la même heure. «La pesée officielle, le tirage au sort et la réunion technique» quant à eux, auront lieu jeudi, soit 24 heures avant le coup d'envoi de la compétition, selon la Fédération algérienne de judo (FAJ). Le Championnat National d'Excellence, anciennement dénommé Top-16, est ouvert aux 16 athlètes ayant obtenu le meilleur classement lors des précédents

championnats nationaux, à raison de 8 seniors, 4 juniors et 4 espoirs, aussi bien chez les messieurs que chez les dames. Habituellement, la compétition est ouverte uniquement à ces 16 athlètes, mais cette année, la participation sera ouverte à d'autres judokas, et pas des moindres, puisqu'il s'agit ni plus ni moins de l'élite du judo national. «L'an dernier, nos meilleurs judokas étaient en stage bloqué à Bakou (Azerbaïdjan) pour préparer les jeux Olympiques de Rio, ce qui a permis à de nouveaux talents d'émerger et de s'illustrer pendant le précédent Top-16.

Rugby

Un championnat d'Algérie à partir de septembre 2017

■ Un championnat national de rugby débutera en septembre 2017, a-t-on appris du président de la Fédération algérienne de rugby (FAR), Sofiane Benhacen. Le président de la FAR a indiqué à l'APS qu'il existe actuellement 20 équipes de rugby en Algérie, qui seront réparties en deux poules, Centre-Est et Centre-Ouest, dans le cadre du championnat qui prendra forme en septembre 2017. Sofiane Benhacen a ajouté qu'une autre équipe de rugby vient d'être créée dans la wilaya d'Oran. Il s'agit de l'équipe de Misserghine, qui vient s'ajouter à celles d'Arzew et d'Oran (stade Oranais), qui existent déjà depuis quelques années. Les membres de la FAR ont rendu visite à ce nouveau club, en marge du récent tournoi «Tri-Nations» organisé à Oran, et ont assuré aux joueurs et dirigeants de leur soutien, a-t-il ajouté. Dans le cadre de la formation des jeunes, un tournoi national à sept est prévu prochainement à Oran, a-t-il annoncé soulignant que «c'est le 3ème du genre, après ceux organisés au Centre et à l'Est. Cela fait un tournoi national tous les deux mois. Ces tournois sont très importants, dans la mesure où ils constituent des formations et des compétitions avant l'entame du championnat». Sur le plan international, l'équipe nationale tentera de décrocher sa qualification à la Coupe du monde 2018 au Japon, a encore indiqué Sofiane Benhacen. «Pour y arriver, l'EN a encore plusieurs étapes à franchir, la plus importante est de se hisser au niveau A, sachant qu'elle a été placée au niveau C au championnat d'Afrique», a souligné le manager général de l'EN,

Azzouz Aïb, indiquant qu'en championnat d'Afrique, prévu en mars 2017 au Nigeria, l'Algérie devra affronter le Cameroun et le Nigeria. Le vainqueur du niveau «C» pourra accéder au niveau «B». La coupe d'Afrique, qui se déroulera en juillet 2017 à Casablanca (Maroc), pourrait permettre ensuite à l'EN de se hisser au niveau «A», qui ouvre la voie à une participation en Coupe du monde, a-t-il encore expliqué. Les Jeux africains de la jeunesse de 2018 à Alger sont l'autre échéance pour l'équipe nationale de rugby. Pour la première fois, le rugby fera partie des disciplines de ces jeux. Faisant le bilan du tournoi international «Tri Nations», organisé du 17 au 24 décembre à Oran, le président de la FAR s'est félicité de la bonne organisation, déclarant que «dans un pays où le sport roi est le football, le rugby fait petit à petit son chemin, même dans l'esprit du public. Preuve en est, les spectateurs assez nombreux venus suivre ce tournoi au stade Ahmed Zabana». Le prochain tournoi «Tri-Nations» est prévu en décembre 2017 au Maroc, a-t-on appris d'Abdelaziz Djalti, membre du «World Rugby» (Fédération internationale), commissaire des Fédérations africaines de rugby et directeur du tournoi Tri-Nations organisé à Oran. «On espère que ce tournoi se pérennise et devienne annuel et qu'il s'ouvre aussi sur les équipes féminines et les équipes des moins de 17 ans et les autres catégories», a-t-il souhaité, ajoutant : «Cela peut amener ces trois équipes du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) à travailler ensemble et à avancer main dans la main».

Elle reposait sur la dynamisation des moyens de communication

La philosophie de gouvernance de Boumediene

Les participants au 8^{ème} Séminaire national sur le défunt président Houari Boumediene, ouvert lundi à Guelma, ont affirmé que la philosophie de gouvernance de Boumediene reposait sur la dynamisation et la modernisation des moyens d'information et de communication. Le deuxième président de l'Algérie indépendante a mobilisé les moyens de l'Etat pour le développement du secteur de l'information y compris au sein de l'Armée nationale populaire, a estimé le journaliste Ali Dhraâ qui a relevé que plusieurs médias et organes d'édition et de diffusion du secteur public sont venus au jour sous sa présidence. Houari Boumediene préférait surtout «la communication directe», a encore estimé le conférencier lors de cette rencontre de deux jours organisée à la salle de sport de la commune Houari Boumediene à l'occasion du 38^{ème} anniversaire de la mort du président Boumediene. La stratégie de communication de Boumediene procédait du principe d'associer les diverses classes et catégories de la société, notamment les étudiants universitaires aux débats sur les grands dossiers intéressants la conduite des affaires publiques du pays, a estimé, de son côté, Tayeb El Houari, secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada. L'intervenant a également souligné que Boumediene encourageait la création de revues spécialisées en direction des jeunes, des étudiants et des paysans. Le Dr. Laïd Zeghlami de l'université d'Alger, dans sa communication intitulée «La promotion de la démocratie et la liberté d'expression» a souligné que 25 000 étudiants ont été envoyés se former à l'étranger sous la présidence de Boumediene dans un souci de transfert vers le pays, des technologies nouvelles. Le même universitaire a proposé de concevoir un site Web dédié aux réalisations du président Boumediene surtout que le pays compte aujourd'hui, a-t-il noté, plus de 17 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux. De son côté, la Dr. Mehieddine Amimour a présenté son témoignage sur les positions historiques affichées par Boumediene, «peu de gens connaissent vraiment Boumediene», a-t-il estimé, affirmant que l'une des personnes les plus proches de Boumediene a été incontestablement l'actuel chef d'Etat, Abdelaziz Bouteflika.

R. N.

Corée du Sud

Un premier robot géant expérimenté

La Corée du Sud va expérimenter son premier robot géant de quatre mètres de haut, censé intervenir dans des zones jugées dangereuses pour l'homme, a indiqué mardi Yang Jin-Ho, président de la société promotrice. Dessiné par un vétéran des blockbusters de science fiction, Method-2, 1,5 tonne, présente une ressemblance frappante avec certains des robots militaires du film *Avatar*. Ces créateurs de la société de robotique Hankook Mirae Technology qui l'ont présenté à Gunpo, dans la banlieue de Séoul, affirment qu'il s'agit du premier robot bipède "habité". Le robot, qui est plus de deux fois plus grand qu'un être humain, peut être contrôlé à distance, ou par un pilote prenant place dans son torse. Les bras du robot, pesant chacun 130 kg, reproduisent alors les mouvements du pilote. Il "a été construit pour travailler dans des zones dangereuses où les hommes ne peuvent intervenir" sans protection, affirme Yang Jin-Ho, président de Hankook Mirae Technology. Il a investi 242 milliards de wons depuis 2014 pour "donner vie à ce qui ne semblait possible que dans les films et les dessins animés". On ignore encore à quoi servira cette créature. M. Yang explique qu'elle pourrait n'être qu'un prototype pour permettre ensuite de réaliser des robots de toute taille, en fonction des besoins.

T. K.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Environ un tiers de ses membres morts dans le crash d'avion

Moscou veut reconstituer les Choeurs de l'Armée rouge au plus vite



L a Russie a déclaré hier souhaiter reconstituer «dans les plus brefs délais» les Choeurs de l'Armée rouge, dont plus de 60 membres ont péri dimanche dans le crash d'un avion de l'armée.

L'Ensemble Alexandrov (autre nom des Choeurs de l'Armée rouge) est endeuillé par la perte d'environ un tiers de ses membres et de son directeur.

«J'estime nécessaire de mettre prochainement 70 appartements à la disposition de l'Ensemble Alexandrov pour que nous puissions

reconstituer ce collectif dans les plus brefs délais», a indiqué le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, espérant ainsi encourager les vocations lors d'une réunion diffusée par la télévision publique.

«Il faut organiser un concours et sélectionner les meilleurs pour qu'ils poursuivent les traditions glorieuses de l'Ensemble Alexandrov, l'ensemble principal des Forces armées russes», a-t-il souligné.

L'avion militaire russe, qui se rendait à la base aérienne de Hmeimim, près de Lattaquié en Syrie avec 92

personnes à bord, parmi lesquelles 64 membres des Choeurs de l'Armée rouge, s'est écrasé dimanche peu après son décollage de la station balnéaire de Sochi (sud), sur les côtes de la mer Noire.

Les membres des Choeurs de l'Armée rouge devaient célébrer le Nouvel An en Syrie avec les soldats russes qui y sont déployés depuis septembre 2015.

L'avion transportait également neuf journalistes russes, deux hauts fonctionnaires civils et la responsable d'une organisation caritative en Russie, Elizavéta Glinka.

R. K.

Affaires religieuses

Nécessaire révision du système de formation et d'enseignement

L e ministère des Affaires religieuses et des Wakfs s'attelle à la révision du système de formation et d'enseignement au niveau des 13 Instituts relevant du secteur pour faire face à la menace de division sectaire et dogmatique qui pèse sur l'Algérie, a annoncé, lundi à Alger, le premier responsable du secteur, Mohamed Aïssa.

Dans une déclaration en marge de la 18^{ème} édition de la semaine du Coran, le ministre a mis en avant les efforts de son département pour la révision du système de formation et d'enseignement des 13 Instituts relevant de son secteur.

Il s'agit notamment de créer une nouvelle spécialité universitaire consacrée à l'imamat (Licence-Master-doctorat) et doter les mosquées d'une élite universitaire, a-t-il ajouté,

annonçant l'organisation en 2017 de cycles de formation spécialisés auxquels des imams des pays du Sahel seront invités dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme.

Le ministre a mis en avant également l'encadrement des membres de la communauté nationale à l'étranger et la coopération avec le ministère de la Justice au niveau des centres de rééducation en matière de lutte contre les idées extrémistes.

Soulignant que l'Algérie est ciblée dans sa religion, le ministre a rappelé les efforts de sensibilisation, à travers les mosquées, notamment lors du prêche du vendredi, aux menaces qui pèsent sur l'Algérie et relevées par le Président de la République dans son dernier message.

R. K.

ACTU...

Aïn Defla

Décès par asphyxie de trois membres d'une même famille

Trois membres d'une même famille sont décédés, hier, à Miliana (Aïn Defla), après avoir inhalé du monoxyde de carbone, selon la Protection civile.

L'intervention des secouristes de la Protection civile a permis de sauver in extremis la mère, transportée dans un état critique à l'hôpital de Miliana, a indiqué le capitaine Kamel Hamdi, qui déplore le décès du père, âgé de 41 ans, ainsi que ses deux enfants, une fille et un garçon, âgés respectivement de 10 et 13 ans. L'état de santé de la mère est jugé stationnaire, après sa prise en charge au niveau de l'hôpital de Miliana, a ajouté cet officier.

D'après ce dernier, la cause du décès des trois membres de cette famille serait due à l'inhalation de monoxyde de carbone provenant d'un appareil de cuisson (tabouna) défectueux.

T. L.

Oran

12 ans de réclusion et perpétuité pour deux trafiquants de drogue

Le tribunal criminel près la cour de justice d'Oran a condamné, hier, deux individus, impliqués dans une affaire de trafic de drogue, l'un à une peine de 12 ans de réclusion et l'autre à la perpétuité. La peine la plus lourde, la réclusion à perpétuité, a été prononcée par contumace à l'encontre du mis en cause en état de fuite, tandis qu'une troisième personne poursuivie dans le cadre de cette même affaire a été acquittée. Les faits remontent à avril 2015 lorsque le conducteur d'un véhicule, en l'occurrence l'accusé ayant écopé de 12 ans de réclusion, est arrêté par les services de sécurité, suite à la découverte d'une quantité de 45 kg de kif, au cours d'un barrage douanier près de la frontière ouest du pays.

Avouant les faits durant son audition, il livre aux enquêteurs le nom de son «recruteur» (le condamné par contumace), déclarant que c'est la première opération de transport qu'il lui a confiée en contrepartie d'un montant de 500 000 dinars. Le représentant du ministère public avait requis la perpétuité à son encontre et pour l'accusé en état de fuite.

T. O.

Naâma

Trois morts dans un accident de la route à Mograr

Trois personnes sont décédées et cinq autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier à Mograr, dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris de la Protection civile.

Le drame s'est produit sur la RN 6 suite à un carambolage entre trois véhicules près de la localité de Ammar, causant la mort de trois individus (deux femmes et un garçon de 11 ans), et des blessures à cinq autres, selon la même source.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'établissement public hospitalier de Aïsn Sefra vers lequel ont été également évacués les blessés, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par le Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de cet accident.

R. K.